

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2023/205781]

20 JUILLET 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux aides individuelles dans les secteurs de la production aquacole, de la transformation et du commerce de gros des produits de la pêche et de l'aquaculture

Le Gouvernement wallon,

Vu le règlement (UE) n° 2021/1139 du Parlement européen et du Conseil du 7 juillet 2021 instituant le Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture et modifiant le règlement (UE) 2017/1004;

Vu le règlement (UE) n° 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus, au Fonds de cohésion, au Fonds pour une transition juste et au Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture, et établissant les règles financières applicables à ces Fonds et au Fonds "Asile, migration et intégration", au Fonds pour la sécurité intérieure et à l'instrument de soutien financier à la gestion des frontières et à la politique des visas;

Vu le règlement (UE) n° 1380/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2013 relatif à la politique commune de la pêche, modifiant les règlements (CE) n° 1954/2003 et (CE) n° 1224/2009 du Conseil et abrogeant les règlements (CE) n° 2371/2002 et (CE) n° 639/2004 du Conseil et la décision 2004/585/CE du Conseil;

Vu le règlement (UE) n° 1379/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2013 portant organisation commune des marchés dans le secteur des produits de la pêche et de l'aquaculture, modifiant les règlements (CE) n° 1184/2006 et (CE) n° 1224/2009 du Conseil et abrogeant le règlement (CE) n° 104/2000 du Conseil;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4, D.241, D.242 à D.244, D.244/1, inséré par le décret du 17 juillet 2018, D.245 à D.247;

Vu le rapport du 20 juin 2022 établi conformément à l'article 3, 2° du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 27 juin 2022 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 7 juillet 2022;

Vu l'avis n° 65/2023 de l'Autorité de protection des données, donné le 24 mars 2023;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, adressée au Conseil d'Etat le 22 mai 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté et ses arrêtés d'exécution, l'on entend par :

1° l'administration : la Direction des Programmes européens du Département des Politiques européennes et des Accords internationaux de l'administration au sens de l'article D.3, 3°, du Code wallon de l'Agriculture;

2° l'aide publique totale : l'aide cumulée de la Région wallonne et du fonds régi par le règlement (UE) n° 2021/1139 du 7 juillet 2021;

3° l'aquaculture : l'aquaculture telle que définie à l'article 4, § 1^{er}, 25), du règlement (UE) n° 1380/2013 du 11 décembre 2013;

4° l'aquaponie : l'activité d'aquaculture combinant, dans une même exploitation, une production aquacole animale et une culture végétale interdépendantes;

5° le bénéficiaire : le demandeur d'aide qui a reçu une décision favorable d'octroi de l'aide conformément au présent arrêté;

6° le comité de suivi : le comité institué en vertu de l'article 38 du règlement (UE) n° 2021/1060 du 24 juin 2021;

7° la dépense éligible : une dépense exposée par le bénéficiaire qui respecte les règles établies dans les règlements (UE) n° 2021/1139 du 7 juillet 2021 et n° 2021/1060 du 24 juin 2021, ainsi que celles établies dans le présent arrêté ou en vertu du présent arrêté;

8° l'exploitation aquacole : l'ensemble des unités de production aquacole, situées sur le territoire de la Région wallonne et gérées de façon autonome par un seul et même aquaculteur;

9° les investissements : des biens immeubles acquis, construits ou rénovés ou des biens mobiliers acquis, destinés à rester au moins un an sous la même forme ou attachés de façon inamovible à un bien immeuble, ou des biens acquis d'une valeur unitaire égale ou supérieure à 3.000 euros, ou des biens faisant l'objet d'un amortissement;

10° les PME : les micro, petites et moyennes entreprises remplissant les critères énoncés à l'annexe I du règlement (UE) n° 2022/2473 de la Commission du 14 décembre 2022 déclarant certaines catégories d'aides aux entreprises actives dans la production, la transformation et la commercialisation des produits de la pêche et de l'aquaculture compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne;

11° les produits de la pêche et de l'aquaculture : les produits tels que définis à l'article 4, § 1^{er}, 29) et 34), du règlement (UE) n° 1380/2013 du 11 décembre 2013;

12° le programme wallon pour le secteur commercial de la pêche : le Programme wallon pour le secteur commercial de la Pêche (2021-2027) du 7 juillet 2022;

13° le règlement (UE) n° 2021/1139 du 7 juillet 2021 : le règlement (UE) n° 2021/1139 du Parlement européen et du Conseil du 7 juillet 2021 instituant le Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture et modifiant le règlement (UE) 2017/1004;

14° le règlement (UE) n° 2021/1060 du 24 juin 2021 : le règlement (UE) n° 2021/1060 du parlement européen et du conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus, au Fonds de cohésion, au Fonds pour une transition juste et au Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture, et établissant les règles financières applicables à ces Fonds et au Fonds " Asile, migration et intégration ", au Fonds pour la sécurité intérieure et à l'instrument de soutien financier à la gestion des frontières et à la politique des visas;

15° le règlement (UE) n° 2016/679 du 27 avril 2016 : le règlement (UE) n° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE;

16° le règlement (UE) n° 1380/2013 du 11 décembre 2013 : le règlement (UE) n° 1380/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2013 relatif à la politique commune de la pêche, modifiant les règlements (CE) n° 1954/2003 et (CE) n° 1224/2009 du Conseil et abrogeant les règlements (CE) n° 2371/2002 et (CE) n° 639/2004 du Conseil et la décision 2004/585/CE du Conseil;

17° l'unité d'établissement : l'unité d'établissement au sens de l'article I.2, 16°, du Code de droit économique;

18° l'unité de production aquacole : l'unité de production au sens de l'article D.3, 35°, du Code wallon de l'Agriculture relatif à l'activité aquacole;

19° le Ministre : le Ministre qui a l'agriculture dans ses attributions.

CHAPITRE 2. — Conditions communes à l'ensemble des mesures d'aides individuelles

Section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 2. Le présent arrêté définit les conditions et les modalités d'octroi de différentes aides accordées individuellement aux bénéficiaires exerçant, sur le territoire de la Région wallonne, une activité aquacole professionnelle ou une activité de transformation ou de commerce de gros produits de la pêche ou de l'aquaculture, à l'exclusion des aides liées à la production aquacole biologique.

Les personnes physiques ou morales suivantes sont considérées comme exerçant l'une des activités visées à l'alinéa 1^{er} :

1° le grossiste des produits de la pêche et de l'aquaculture, entendu comme l'entreprise dont le commerce des produits de la pêche et de l'aquaculture n'est pas un commerce de détail au sens de l'article 5 du règlement (UE) n° 1379/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2013 portant organisation commune des marchés dans le secteur des produits de la pêche et de l'aquaculture, modifiant les règlements (CE) n° 1184/2006 et (CE) n° 1224/2009 du Conseil et abrogeant le règlement (CE) n° 104/2000 du Conseil, et pour laquelle ces produits constituent au sein d'au moins une unité d'établissement 50

ou plus, en poids, des produits que cette unité commercialise, et pour laquelle cette activité figure parmi celles enregistrées auprès de la Banque-Carrefour des Entreprises, conformément au titre 2 du livre III du Code de droit économique;

2° l'entrepreneur entrant dans le secteur aquacole, entendu comme la personne dirigeant d'une première exploitation entreprise d'aquaculture et dont l'enregistrement auprès de la Banque-Carrefour des Entreprises, conformément au titre 2 du livre III du Code de droit économique, a été effectué au cours des soixante mois précédents la date de réception de la demande d'aide qui suivent la date d'enregistrement de cette première exploitation en installation par création ou par reprise;

3° l'entreprise d'aquaculture, entendue comme l'entreprise exerçant l'aquaculture à des fins commerciales au sein d'au moins une unité de production aquacole et pour laquelle cette activité figure parmi celles enregistrées auprès de la Banque-Carrefour des Entreprises, conformément au titre 2 du livre III du Code de droit économique;

4° l'entreprise de transformation des produits de la pêche et de l'aquaculture, entendue comme l'entreprise dont les produits de la pêche et de l'aquaculture constituent, au sein d'au moins une unité d'établissement 50

ou plus, en poids, des matières premières à partir desquelles cette unité élabore des produits transformés, et pour laquelle cette activité figure parmi celles enregistrées auprès de la Banque-Carrefour des Entreprises, conformément au titre 2 du livre III du Code de droit économique.

Les pourcentages de poids visés à l'alinéa 2, 1° et 4°, sont démontrés par des pièces comptables probantes relatives aux douze derniers mois écoulés. Lorsque l'activité concerne une unité d'établissement créée au cours des douze derniers mois, les pourcentages de poids visés à l'alinéa 2, 1° et 4°, se satisfont de l'estimation renseignée par le responsable de l'unité concernée.

Art. 3. § 1^{er}. L'aide octroyée prend la forme d'une subvention en capital, constituée d'une part régionale et d'une part européenne, dont le montant équivaut au montant des dépenses éligibles multiplié par un taux d'aide spécifique à la mesure d'aide.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'aide à la formation d'étudiants visée à la section 2 du chapitre 3 prend la forme d'un forfait lorsqu'elle est versée aux personnes qui suivent une formation soutenue.

Pour chacune des mesures d'aide, le Ministre fixe :

1° le montant maximal ou forfaitaire de l'aide publique totale par bénéficiaire pour la période du programme wallon pour le secteur commercial de la pêche;

2° le taux de l'aide publique totale appliqué aux dépenses éligibles, lorsque l'aide n'est pas de type forfaitaire;

3° les taux de participation des aides régionale et européenne dans l'aide publique totale.

Le Ministre peut fixer :

1° le montant minimum des dépenses admissibles en deçà duquel une demande d'aide n'est pas recevable;

2° un nombre maximum de demandes recevables par bénéficiaire sur la période du programme wallon pour le secteur commercial de la pêche.

§ 2. Les montants visés au paragraphe 1^{er} s'entendent hors TVA. ou hors toutes autres formes de taxes.

Section 2. — Dispositions communes relatives au demandeur et à la recevabilité des demandes d'aides

Art. 4. La demande d'aide est recevable si le demandeur :

- 1° dispose d'une adresse de correspondance sur le territoire de la Région wallonne;
- 2° gère de manière autonome à son profit et pour son compte une ou plusieurs unités d'établissement, exerçant une des activités visées à l'article 2, sur le territoire de la Région wallonne;
- 3° est identifié au SIGeC conformément à l'article D.22 du Code wallon de l'Agriculture, par son numéro de partenaire, ou accompagne sa demande d'aide des documents requis en vue de son enregistrement dans ce système;
- 4° est considéré comme admissible en vertu de l'article 11 du règlement (UE) n° 2021/1139 du 7 juillet 2021;
- 5° n'est pas une entreprise en difficulté au sens de l'article 2, point 18, du règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité.

L'alinéa 1^{er}, 2°, n'est pas applicable lorsque :

- 1° le demandeur est une personne domiciliée sur le territoire de la Région wallonne qui souhaite suivre une formation soutenue en vertu de la section 2 du chapitre 3;
- 2° le demandeur est une personne morale dispensant une formation soutenue en vertu de la section 2 du chapitre 3; ou
- 3° le demandeur est une personne physique ou morale déclarant son projet d'installer une nouvelle exploitation sur le territoire de la Région wallonne et au sein de laquelle est exercée une des activités visées à l'article 2.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 2°, les investisseurs et les entreprises en transformation ou en commerce de gros des produits de la pêche et de l'aquaculture qui ne sont pas des PME, ne sont pas éligibles aux aides visées par les sections 4 et 5 du chapitre 3.

Art. 5. La demande d'aide est recevable si elle :

- 1° est relative à une unité d'établissement à installer ou située sur le territoire de la Région wallonne au sein de laquelle une des activités professionnelles visées à l'article 2 est exercée dans le respect du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;
- 2° est éligible à un soutien en vertu des articles 12 et 13 du règlement (UE) n° 2021/1139 du 7 juillet 2021;
- 3° est adressée au moyen du formulaire mis à disposition par l'administration pour l'aide concernée;
- 4° est accompagnée d'un plan d'entreprise portant au moins sur les cinq premières années d'existence de son entreprise, si le demandeur est un entrepreneur entrant dans le secteur aquacole;
- 5° est accompagnée des documents nécessaires à la vérification des conditions fixées dans la présente section, et d'une déclaration sur l'honneur, signée par le demandeur, attestant le respect des critères énumérés à l'article 11 du règlement (UE) n° 2021/1139 du 7 juillet 2021 et déclarant l'absence de fraude telle que visée à l'article 11, § 3, du règlement (UE) n° 2021/1139 du 7 juillet 2021, et confirmant les engagements requis;
- 6° s'inscrit dans un des objectifs du Programme wallon pour le secteur commercial de la pêche et, si l'aide est liée à une activité aquacole, du plan stratégique de l'aquaculture en Wallonie 2021-2030;
- 7° ne consiste pas en une discrimination d'une quelconque nature, ou un empêchement de mise sur le marché d'un produit issu de la pêche ou de l'aquaculture ou une opération matériellement achevée ou totalement mise en œuvre avant l'introduction de la demande.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 1°, lorsque la demande d'aide est liée à des futurs investissements nécessitant une déclaration ou un permis conformément au décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, le respect de ce décret ne constitue pas une condition de recevabilité de la demande. Le respect de ce décret reste une condition grevant l'octroi des aides visé à l'article 8, § 2.

L'alinéa 1^{er}, 1° et 4°, n'est pas applicable à la demande d'aide visée à la section 2 du chapitre 3.

Section 3. — Dispositions communes d'éligibilité des dépenses

Art. 6. § 1^{er}. Pour être éligibles à une aide des sections 1^{ère} et 3 à 5 du chapitre 3, les dépenses du bénéficiaire respectent :

- 1° les articles 63 à 67 du règlement (UE) n° 2021/1060 du 24 juin 2021;
- 2° les articles 12 et 13 du règlement (UE) n° 2021/1139 du 7 juillet 2021;
- 3° les dispositions communes fixées dans la présente section;
- 4° les dispositions spécifiques fixées dans le chapitre 3.

Les demandes d'aides recevables sont examinées dans le cadre des processus de sélection et d'octroi des aides visés à l'article 8. Les dépenses jugées inéligibles en vertu de l'alinéa 1^{er} sont écartées desdits processus.

§ 2. Seuls les investissements sont éligibles aux aides visées aux sections 3 à 5 du chapitre 3.

Pour être éligible à une aide, tout investissement est justifié par son utilisation professionnelle raisonnable, et est réalisé et affecté à une exploitation située sur le territoire de la Région wallonne.

Afin d'apprécier l'utilisation professionnelle raisonnable prévue à l'alinéa 2, l'administration tient compte de la taille de l'exploitation, de l'évolution technologique, de la rentabilité économique de l'investissement et de la pertinence du lien avec l'activité aquacole ou de transformation.

Les investissements liés à la rénovation de biens immeubles existants sur l'exploitation ne sont pas éligibles à l'aide, si ces biens immeubles ne font pas partie de l'exploitation du demandeur, ou si le fond n'appartient pas au demandeur et qu'il en a la jouissance pour une durée inférieure à cinq ans après la date du dernier paiement de l'aide pour la demande concernée par ces investissements.

§ 3. Le Ministre fixe les modalités déterminant les périodes d'éligibilité des dépenses aux aides visées aux sections 1^{ère} et 3 à 5 du chapitre 3, dans le respect des règlements (UE) n° 2021/1139 du 7 juillet 2021 et n° 2021/1060 du 24 juin 2021. Il peut fixer d'autres conditions déterminant l'éligibilité des dépenses.

Section 4. — Dispositions communes relatives à l'introduction et au traitement de la demande d'aide

Art. 7. § 1^{er}. L'administration notifie au demandeur le caractère complet et recevable de son dossier de demande d'aide.

Lorsque la demande d'aide est incomplète, l'administration en informe le demandeur, et le charge de la compléter dans les trente jours calendriers de la réception en indiquant les éléments manquants. Le délai de trente jours peut être prolongé sur demande motivée du demandeur. Passé le délai fixé, la demande d'aide est considérée comme irrecevable.

§ 2. L'administration peut requérir des documents ou des informations complémentaires auprès du demandeur après en avoir accusé réception.

La demande de documents ou d'informations complémentaires visée à l'alinéa 1^{er} suspend le traitement du dossier. La demande d'aide est considérée comme irrecevable si l'entière des documents et des informations requis n'est pas réceptionnée par l'administration dans les délais fixés dans sa demande.

Art. 8. § 1^{er}. L'administration notifie au demandeur les résultats du processus de sélection visé à l'article 10, dans les trente jours de la réalisation de ce processus.

§ 2. L'administration notifie au demandeur, la décision favorable d'octroi de l'aide prise par le Ministre.

Si l'aide n'est pas forfaitaire, la décision favorable d'octroi précise :

1° la nature des dépenses annoncées dans la demande d'aide qui ne peuvent pas donner lieu à une aide, ainsi que les raisons motivant ces rejets;

2° le montant maximum des dépenses éligibles;

3° le taux et le montant de l'aide maximale octroyée en vertu du présent arrêté;

4° la période d'éligibilité des dépenses du bénéficiaire sur base desquelles l'aide est calculée.

Lorsque l'aide est de type forfaitaire, la décision d'octroi favorable confirme ce caractère forfaitaire ainsi que les activités et dépenses couvertes par ce forfait.

La décision favorable d'octroi précise également :

1° la période admissible durant laquelle le bénéficiaire peut réclamer le paiement de l'aide liée à l'opération sélectionnée, conformément à l'article 11, § 1^{er};

2° les conditions éventuelles à respecter en ce compris les pièces à présenter comme justificatifs de réalisation de ces conditions.

§ 3. Les précisions visées au paragraphe 2, alinéa 2, 1° et 2°, tiennent compte des conditions d'éligibilité des dépenses fixées à la section 3.

Art. 9. Les aides sont octroyées dans la limite des crédits budgétaires disponibles.

En cas d'insuffisance de fonds, le Ministre peut décider que les demandes d'aides ne sont plus admises à partir de la date de sa décision.

Section 5. — Critères et processus de sélection

Art. 10. Des critères de sélection déterminent les demandes d'aides recevables qui peuvent bénéficier d'une aide. La demande d'aide qui obtient la cote minimale requise ou une cote supérieure aux critères applicables est considérée dans le processus de sélection.

Le Ministre détermine la méthode de sélection, la cote minimale requise et les critères de sélection approuvés dans le cadre de l'approbation du programme wallon pour le secteur commercial de la pêche et sollicite à cette fin l'avis du comité de suivi constitué conformément aux articles 38 et 39 du règlement (UE) n° 2021/1060 du 24 juin 2021, dans le cadre de la mise en œuvre de ce programme.

Section 6. — Conditions communes relatives à la demande de paiement de l'aide

Art. 11. § 1^{er}. Le Ministre fixe les modalités déterminant les périodes de recevabilité des demandes de paiement de l'aide octroyée en vertu du présent arrêté, dans le respect des règlements (UE) n° 2021/1139 du 7 juillet 2021 et n° 2021/1060 du 24 juin 2021, ainsi que les tranches de paiement des aides.

La part de l'aide octroyée qui ne fait pas l'objet d'une demande de paiement d'aide recevable suivant l'alinéa 1^{er}, est retirée.

Le bénéficiaire avertit l'administration de toute modification ou de l'abandon de toute demande qui a fait l'objet d'une aide octroyée. L'aide octroyée relative à une demande non réalisée est annulée.

§ 2. Le bénéficiaire introduit la demande de paiement de l'aide dans les formes prévues par l'administration et est accompagnée des pièces justificatives requises en vertu de l'article 8, § 2, alinéa 4, 2°.

§ 3. L'administration procède à l'examen de la demande de paiement de l'aide et vérifie si elle remplit les conditions fixées dans les règlements (UE) n° 2021/1139 du 7 juillet 2021 et n° 2021/1060 du 24 juin 2021 et du présent arrêté. Pour une aide visée aux sections 1^{ère} et 3 à 5 du chapitre 3, les dépenses liquidées par le bénéficiaire en dehors de la période d'éligibilité des dépenses fixée à l'article 8, § 2, alinéa 2, 4°, sont considérées comme inéligibles et sont écartées du calcul de l'aide due. Pour vérifier le respect des règles d'éligibilité liées à la date des dépenses, l'administration se base sur la date de paiement de celles-ci par le bénéficiaire. Ces dates correspondent à la date de valeur de paiement inscrite sur les extraits de compte ou sur la date d'émission du ticket de caisse.

§ 4. Les aides sont liquidées sur base des éléments notifiés au bénéficiaire conformément à l'article 8, § 2, de la présentation des pièces justificatives et du résultat des contrôles visés à l'article 28. L'administration procède au recouvrement de l'aide indument liquidée au bénéficiaire, conformément aux articles 34 et 35.

Si les pièces justificatives sont insuffisantes ou non probantes, les dépenses concernées ne sont pas prises en compte dans le calcul de l'aide due.

Le Ministre peut fixer des pièces justificatives additionnelles requises pour démontrer le respect des règles en vigueur.

Art. 12. Une dépense bénéficiant d'une aide ne peut pas faire l'objet d'un autre subventionnement.

Art. 13. En application de l'article D.254, § 3, du Code wallon de l'Agriculture, l'administration ou son délégué approuve et liquide les dépenses relatives aux aides prévues.

Section 7. — Obligations du demandeur

Art. 14. § 1^{er}. Le demandeur ne peut pas solliciter auprès de la Région wallonne d'autres aides, sous forme de subvention-intérêt, subside ou prime quelconque, pour toutes ses dépenses ou opérations faisant l'objet d'une aide qui aurait comme effet un dépassement du niveau des aides fixées par la réglementation européenne ou par le présent arrêté.

Tout dépassement du niveau des aides fixé par le présent arrêté ou en vertu de celui-ci ou par l'annexe III du règlement (UE) n° 2021/1139 du 7 juillet 2021 donne lieu à une réduction de l'aide ou à un recouvrement si les aides ont déjà été versées.

§ 2. Le bénéficiaire :

1° conserve jusqu'au 31 décembre 2036 les pièces justificatives des dépenses faisant l'objet d'une aide;

2° autorise et facilite les contrôles liés à l'aide octroyée en vertu du présent arrêté, par l'administration, la Cour des Comptes belge et des services compétents de la Commission européenne et de la Cour des Comptes européenne, ainsi que toute autre entité valablement désignée par l'un des acteurs précités;

3° maintient un système de comptabilité séparé ou une codification comptable adéquate permettant d'identifier aisément dans sa comptabilité les transactions relatives aux dépenses liées à une aide perçue, sans préjudice des règles comptables nationales;

4° respecte les conditions visées à l'article 11 du règlement (UE) n° 2021/1139 du 7 juillet 2021;

5° fournit à l'administration, à sa demande, toutes les statistiques relatives à son activité de production, de transformation ou de commercialisation.

Les obligations prévues à l'alinéa 1^{er}, 3° et 5°, ne sont pas applicables au bénéficiaire d'une aide en vue de participer à une formation soutenue en vertu de la section 2 du chapitre 3.

§ 3. Le bénéficiaire d'une aide visée aux sections 3 à 5 du chapitre 3, respecte les règles de pérennité des opérations visées à l'article 65 du règlement (UE) n° 2021/1060 du 24 juin 2021. Le délai visé à l'article 65, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du règlement (UE) n° 2021/1060 du 24 juin 2021 n'est pas réduit pour les bénéficiaires répondant à la définition de PME.

§ 4. Le Ministre peut fixer d'autres obligations que celles visées aux paragraphes 1 à 3.

§ 5. Le bénéficiaire qui ne respecte pas l'une des obligations visées aux paragraphes 1 à 4, perd en partie ou en totalité l'aide qui lui a été octroyée en vertu du présent arrêté et rembourse la part de l'aide concernée qu'il a déjà perçue.

Section 8. — Collecte et traitement des données à caractère personnel

Art. 15. § 1^{er}. L'administration est responsable du traitement de l'ensemble des données collectées, dès leur réception, via les demandes d'aides et les demandes de paiement des aides au sens de l'article 4, 7), du règlement (UE) n° 2016/679 du 27 avril 2016.

L'administration utilise les formulaires de demandes d'aides visées à l'article 5, alinéa 1^{er}, 3° pour la récolte et le traitement des données à caractère personnel nécessaires à la poursuite des missions qui lui sont confiées. Moyennant justification de la nécessité d'obtenir les données sollicitées, une autre personne ou entité administrative les fournit à l'administration, à sa demande.

L'administration et toute entité administrative, toute personne physique ou morale, à qui l'administration a délégué une ou plusieurs de ses missions résultant des règlements (UE) n° 2021/1139 du 7 juillet 2021 et n° 2021/1060 du 24 juin 2021, s'échangent toutes les données nécessaires à la réalisation de leurs missions, sur simple demande.

Un organisme délégué peut transmettre des données à caractère personnel provenant de l'administration uniquement pour un traitement ultérieur à des fins historiques, statistiques ou scientifiques conformément à l'article 5, § 1^{er}, b) du règlement (UE) n° 2016/679.

§ 2. Les données à caractère personnel mentionnées au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, qui ont fait l'objet de vérifications ou non, peuvent être traitées ultérieurement par l'administration, ou toute entité administrative, toute personne physique ou morale, à qui l'administration a délégué une ou plusieurs de ses missions résultant des règlements (UE) n° 2021/1139 du 7 juillet 2021 et n° 2021/1060 du 24 juin 2021, pour les finalités suivantes :

1° la vérification de l'acquiescement des taxes induites par l'impact de l'activité du demandeur sur l'environnement;

2° la publication des bénéficiaires des aides régies par le présent arrêté;

3° l'élaboration des réglementations relatives aux paiements des aides et de la politique commune de la pêche;

4° la mise en œuvre des contrôles effectués en vertu du présent arrêté ou des règlements (UE) n° 2021/1139 du 7 juillet 2021 et n° 2021/1060 du 24 juin 2021;

5° la publication de statistiques et le calcul d'indicateurs à l'attention de l'administration ou de la Commission européenne;

6° la mise à disposition d'outils en vue de faciliter les missions d'encadrement des secteurs de la production aquacole, de la transformation et du commerce de gros des produits de la pêche et de l'aquaculture;

7° la vérification du respect du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

8° la gestion des cours d'eau non navigables;

9° toute mission d'encadrement ou d'application de normes relatives à la conservation de la nature et la lutte contre le changement climatique.

Les finalités déterminées à l'alinéa 1^{er} donnent uniquement lieu à l'utilisation des catégories de données nécessaires pour chacune d'elles et uniquement dans la mesure où ce traitement est autorisé par la législation relative à la protection de la vie privée.

Les données à caractère personnel transférées ne peuvent pas être conservées au-delà d'une période supérieure à celle nécessaire pour réaliser les finalités poursuivies.

Art. 16. § 1^{er}. L'administration délègue à l'organisme payeur, tel que défini à l'article D.3, alinéa 1^{er}, 25°, du Code wallon de l'Agriculture, les tâches relatives aux paiements et à la comptabilité des aides liquidées en vertu du présent arrêté. La section 1^{ère} du chapitre III du titre II du Code wallon de l'Agriculture établit les dispositions prises par l'organisme payeur afin de se conformer aux obligations découlant du règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016.

§ 2. Les demandeurs d'aides sont tenus de fournir uniquement les données visées à l'article D.22, § 2, 1^o, du Code wallon de l'Agriculture, nonobstant l'application d'obligations résultant d'activités externes au présent arrêté de communiquer d'autres données.

§ 3. Les demandeurs d'aides enregistrés sont dispensés de remplir la demande unique à moins que cette obligation résulte d'activités externes au présent arrêté.

CHAPITRE 3. — Aides individuelles

Section 1^{re}. — Aides au suivi scientifique et à l'expertise en entreprises d'aquaculture

Art. 17. Les aides au suivi scientifique et à l'expertise en entreprises d'aquaculture soutiennent les producteurs aquacoles qui souhaitent bénéficier d'un suivi par une entité scientifique basée sur le territoire wallon ou d'une expertise indépendante, afin d'améliorer la durabilité de leur exploitation, y compris la valorisation de leur production.

Le suivi scientifique ou l'expertise indépendante portant sur la diversification des sources de revenus du demandeur est éligible à une aide pour autant que cette diversification porte sur la transformation ou la commercialisation de la production aquacole du demandeur.

L'aide à l'expertise en entreprises d'aquaculture soutient également les investisseurs qui souhaitent bénéficier d'une expertise indépendante afin d'étudier la faisabilité technico-économique d'une nouvelle exploitation aquacole sur le territoire wallon ou d'appuyer cette installation. L'aide au suivi scientifique est limité au suivi d'une exploitation déjà en place sur le territoire wallon.

Art. 18. Sans préjudice des conditions communes prévues au chapitre 2, lorsque la demande d'aide porte sur un suivi par une entité scientifique, elle est recevable si elle contient un accord signé de collaboration entre le demandeur et une entité scientifique basée sur le territoire de la Région wallonne. Lorsque la demande d'aide porte sur une expertise indépendante, elle est recevable si elle contient le détail de l'objectif poursuivi par l'expertise et le détail escompté de sa mise en œuvre.

Le Ministre fixe le contenu minimal de l'accord de collaboration visé à l'alinéa 1^{er} et la nature des informations relatives à l'expertise à renseigner dans la demande d'aide. Il peut préciser les qualifications minimales requises de l'expert, le contenu minimal du contrat de services entre le demandeur et l'expert, les objectifs admissibles du suivi scientifique ou de l'expertise, ainsi que la nature des éléments minimum à rapporter par l'entité scientifique ou l'expert concernant les résultats produits.

Art. 19. § 1^{er}. Sans préjudice des conditions communes prévues au chapitre 2, les dépenses éligibles à une aide au suivi scientifique et à l'expertise en entreprises d'aquaculture portent :

1^o soit sur les frais de fonctionnement de l'entité scientifique remboursés par le demandeur, en ce compris les frais liés aux stagiaires, pour assurer la mission de suivi convenue dans l'accord de collaboration visé à l'article 18, § 1^{er} ;

2^o soit sur les services d'expertise tels que conclus préalablement par écrit entre le demandeur et l'expert, et cela selon les modalités financières convenues entre les deux parties.

Les frais de fonctionnement de l'entité scientifique visés à l'alinéa 1^{er}, 1^o, correspondent à des coûts unitaires conformes aux articles 54, alinéa 1^{er}, b), et 55, § 2 à 5, du règlement (UE) n° 2021/1060 du 24 juin 2021, ainsi qu'aux modalités fixées par le Ministre.

§ 2. Si le suivi scientifique ou l'expertise porte sur l'installation ou l'utilisation d'équipements ou d'investissements à construire ou à acquérir par le demandeur, ceux-ci peuvent faire l'objet d'une aide au taux prévu à la section 3 du présent chapitre moyennant le respect des conditions et modalités fixées à ladite section et pour autant que ceux-ci aient été prévus dans la demande d'aide.

Art. 20. Dans le cas d'une expertise relative à l'installation d'une nouvelle exploitation, la demande d'aide est recevable si elle est accompagnée d'un engagement du demandeur à faire inscrire sur le contrat de prestation des services que le prestataire :

1^o lui cède, ainsi qu'à l'administration, tous les droits patrimoniaux, extra patrimoniaux et autres droits de la propriété intellectuelle ou artistique relatifs à la prestation et autres droits d'auteurs retenus et développés en exécution desdites prestations.

2^o lui cède, ainsi qu'à l'administration, la propriété de la totalité des droits des documents, études, et autres nécessaires ou résultant de la réalisation des prestations et qu'ils pourront les utiliser libres de tous droits généralement quelconques.

3^o s'engage à s'assurer que les éléments utilisés dans ses prestations et produits sont libres de tout droit ou à acquérir l'ensemble des droits nécessaires et, dans ce dernier cas, que les frais de cette acquisition sont intégrés dans les coûts de prestations convenus entre le demandeur et le prestataire.

Les droits et propriétés attribués à l'administration visés à l'alinéa 1^{er} prennent effet au premier jour de la quatrième année suivant la délivrance du rapport final d'expertise et pour autant que le demandeur n'ait pas entamé des investissements similaires à ceux ayant fait l'objet de l'expertise.

Section 2. — Aide à la formation au métier d'aquaculteur

Art. 21. L'aide à la formation au métier d'aquaculteur soutient :

1^o les personnes désireuses de suivre une formation menant plus particulièrement au métier d'aquaculteur;

2^o les entités qui mettent en place et en œuvre une formation menant plus particulièrement au métier d'aquaculteur.

L'aide visée à l'alinéa 1^{er} prend la forme :

1^o d'un forfait par formation suivie par le bénéficiaire visé à l'alinéa 1^{er}, 1^o;

2^o d'un forfait par formation prodiguée par le bénéficiaire visé à l'alinéa 1^{er}, 2^o.

Art. 22. Sans préjudice des conditions communes prévues au chapitre 2, le demandeur visé à l'article 21, alinéa 1^{er}, 1^o, est éligible à une aide à la formation au métier d'aquaculteur s'il :

1^o est domicilié sur le territoire de la Région wallonne et démontre de cette domiciliation par une attestation dressée par la commune au cours des trente jours précédant la date de réception de la demande d'aide;

2^o dispose des qualifications qui sont requises pour suivre la formation pour laquelle l'aide est sollicitée;

3^o s'engage à suivre la formation jusqu'à son terme, sauf cas de force majeure visés au chapitre 5, sinon à rembourser l'aide perçue pour cette formation.

Art. 23. Le Ministre peut déterminer les formations éligibles à une aide, y compris les formations prodiguées en dehors du territoire de la Région wallonne.

Le Ministre peut déterminer les modalités des aides à la formation au métier d'aquaculteur, versées aux bénéficiaires éligibles en vertu de l'article 21. Il peut fixer d'autres conditions d'éligibilité d'une demande d'aide à la formation au métier d'aquaculteur.

Section 3. — Aide aux investissements en aquaculture

Art. 24. L'aide aux investissements en aquaculture soutient les investisseurs et les producteurs aquacoles, dans leurs investissements visant à installer une nouvelle exploitation aquacole sur le territoire de la Région wallonne ou à améliorer la durabilité d'une exploitation existante, y compris la valorisation de sa production. Outre les conditions communes fixées au chapitre 2, la recevabilité d'une demande d'aide aux investissements en aquaculture est conditionnée par le respect des articles 26 et 27 du règlement (UE) n° 2021/1139 du 7 juillet 2021.

Les investissements permettant une diversification des sources de revenus du demandeur sont éligibles à une aide aux investissements en aquaculture pour autant que cette diversification soit liée à la production aquacole du demandeur et que les revenus potentiels de cette diversification soient inférieurs à ceux générés par la vente de la production aquacole.

La protection des exploitations aquacoles contre des prédateurs sauvages est également éligible à une aide aux investissements en aquaculture, si la protection porte au moins contre une des espèces fixées par le Ministre parmi les espèces protégées en vertu de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature.

Le Ministre peut préciser les objectifs des investissements éligibles dans le respect de l'article 5, alinéa 1^{er}, 6^o.

Art. 25. Par dérogation à l'article 5, alinéa 1^{er}, 1^o, une demande d'aide aux investissements en aquaculture est irrecevable si :

1^o l'activité aquacole exercée sur le siège d'exploitation concerné par la demande relève de l'aquaponie;

2^o les investissements réalisés dans le cadre de cette activité sont éligibles à une aide autre que celles régies par le présent arrêté.

Section 4. — Aide à l'investissement pour les PME qui transforment des produits de la pêche ou de l'aquaculture

Art. 26. L'aide à l'investissement pour les PME qui transforment des produits de la pêche ou de l'aquaculture soutient les investissements réalisés par les entreprises de transformation des produits de la pêche et de l'aquaculture et qui contribuent au développement durable de cette activité.

Sans préjudice des conditions communes fixées au chapitre 2, la recevabilité d'une demande d'aide à l'investissement pour les PME qui transforment des produits de la pêche ou de l'aquaculture est conditionnée au respect des articles 26 et 28 du règlement (UE) n° 2021/1139 du 7 juillet 2021.

Le Ministre peut préciser les objectifs des investissements éligibles dans le respect de l'article 5, alinéa 1^{er}, 6^o.

Section 5. — Aide à l'investissement pour les PME actives dans le commerce de gros des produits la pêche ou de l'aquaculture

Art. 27. L'aide à l'investissement pour les PME actives dans le commerce de gros des produits la pêche ou de l'aquaculture soutient les investissements réalisés par les grossistes des produits de la pêche et de l'aquaculture et qui contribuent au développement durable de cette activité.

Sans préjudice des conditions communes fixées au chapitre 2, la recevabilité d'une demande d'aide à l'investissement pour les PME actives dans le commerce de gros des produits la pêche ou de l'aquaculture, est conditionnée au respect des articles 26 et 28 du règlement (UE) n° 2021/1139 du 7 juillet 2021.

Le Ministre peut préciser les objectifs des investissements éligibles dans le respect de l'article 5, alinéa 1^{er}, 6^o.

CHAPITRE 4. — Contrôles et sanctions

Section 1^{re}. — Contrôles

Art. 28. L'administration, ou toute entité administrative, toute personne physique ou morale, à qui l'administration a délégué une ou plusieurs de ses missions résultant des règlements (UE) n° 2021/1139 du 7 juillet 2021 et n° 2021/1060 du 24 juin 2021, procède à des contrôles administratifs et sur place :

1^o du respect des conditions de recevabilité ou d'admissibilité du demandeur, de la demande d'aide et des investissements, telles que fixés dans les règlements (UE) n° 2021/1139 du 7 juillet 2021 et n° 2021/1060 du 24 juin 2021, et dans le présent arrêté;

2^o du respect des conditions d'éligibilité des dépenses déclarées dans le cadre de la demande de paiement d'une aide lorsque celle-ci n'est pas forfaitaire, y compris des pièces justificatives démontrant le respect des règles en vigueur;

3^o du respect des législations et réglementations fiscales et sociales.

Dans le cadre des aides visées aux sections 3 à 5 du chapitre 3, le respect des dispositions fixées par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement peut également faire l'objet d'un contrôle pour l'unité d'établissement concernée par l'aide. Ce contrôle est réalisé par le Département de la Police et des Contrôles de l'administration au sens de l'article D.3, 3^o, du Code wallon de l'Agriculture. Le Ministre fixe les modalités déterminant l'occurrence de ce contrôle.

Tout constat émis dans le cadre des contrôles visés aux alinéas 1^{er} et 2 est notifié par l'administration au bénéficiaire. La sanction sur l'aide due au bénéficiaire en vertu du présent arrêté est également notifiée par l'administration au bénéficiaire. La liquidation de toute aide régie par le présent arrêté est conditionnée par un avis favorable des services administratifs visés aux alinéas 1^{er} et 2.

Section 2. — Contrôle du maintien des investissements

Art. 29. Dans les cas prévus à l'article 65, § 1^{er}, du règlement (UE) n° 2021/1060 du 24 juin 2021, l'administration procède au recouvrement de tout ou partie des aides versées en faveur de l'investissement concerné.

Art. 30. Le bénéficiaire de l'aide qui souhaite modifier l'affectation ou l'utilisation d'un investissement ayant bénéficié d'une aide introduit préalablement une demande correspondante auprès de l'administration et motive le changement souhaité. L'administration examine la demande vis-à-vis de la réglementation applicable, du présent arrêté et des objectifs initialement poursuivis par les investissements et notifie par écrit sa décision au bénéficiaire.

En cas de changement d'affectation non autorisé, l'administration recouvre tout ou partie des aides versées en faveur de l'investissement concerné.

Art. 31. Le bénéficiaire de l'aide fournit à l'administration toutes les informations et documents nécessaires pour lui permettre de vérifier la présence et la bonne affectation de l'investissement.

En cas de refus de fournir les informations nécessaires au contrôle ou en cas d'absence de documents probants, le bénéficiaire d'aides rembourse les aides à concurrence de la partie non justifiée.

Section 3. — Sanctions

Art. 32. § 1^{er}. Conformément à l'article 103 du règlement (UE) n° 2021/1060 du 24 juin 2021, le non-respect des dispositions fixées en vertu du présent arrêté ou en vertu de la réglementation européenne applicable entraîne le non-versement des aides et un remboursement de tout ou partie des aides déjà perçues en fonction de la gravité, du caractère intentionnel ou non de la faute commise par le bénéficiaire, de l'étendue, de la durée et de la répétition du cas de non-conformité.

§ 2. Le Ministre fixe une grille de sanctions en fonction des éléments repris au paragraphe 1^{er}.

En cas de force majeure et de circonstances exceptionnelles tels que visés au chapitre 5, aucun remboursement n'est exigé pour autant que la non-conformité aux obligations ou aux engagements applicables en vertu du présent arrêté ne résulte pas d'une faute intentionnelle du bénéficiaire.

Art. 33. Toute aide octroyée en vertu du présent arrêté est annulée et entièrement recouvrée, si elle a été accordée en faveur des personnes physiques ou morales, qui ont créé artificiellement les conditions requises en vue de l'obtention de ces aides, en contradiction avec les objectifs visés par le présent arrêté.

Section 4. — Procédure de recouvrement

Art. 34. L'administration notifie au bénéficiaire qu'elle va procéder au recouvrement de l'aide avant de procéder effectivement à cette récupération.

Art. 35. Les aides sont recouvrées conformément aux articles D.258 à D.260 du Code wallon de l'Agriculture.

CHAPITRE 5. — Cas de force majeure et circonstances exceptionnelles

Art. 36. Constituent des cas de force majeure:

1° le décès du bénéficiaire;

2° l'incapacité professionnelle de longue durée du bénéficiaire;

3° une catastrophe naturelle grave qui affecte de façon importante l'exploitation aquacole;

4° la destruction accidentelle des bâtiments de l'exploitation;

5° une épizootie ou une maladie des végétaux affectant la production aquacole pour plus de la moitié du volume annuel usuellement produit ou commercialisé par l'unité de production aquacole affectée;

6° l'expropriation de la totalité ou d'une grande partie de l'exploitation pour autant que cette expropriation n'ait pas pu être anticipée le jour de l'introduction de la demande d'aide.

Les pertes de cheptel, qui affectent la production aquacole pour plus de la moitié du volume annuel usuellement produit par l'unité de production aquacole concernée, liées à des conditions climatiques ou environnementales exceptionnelles défavorables peuvent être prises en compte lorsqu'elles font l'objet d'une reconnaissance officielle et, en ce qui concerne les conditions environnementales, pour autant que ces dernières soient accidentelles et non imputables au bénéficiaire ou à un membre du personnel de l'exploitation.

Le Ministre peut admettre d'autres cas de force majeure qui affectent significativement l'activité professionnelle du bénéficiaire pour autant que les causes de cette réduction d'activité professionnelle ne soient pas imputables au bénéficiaire ou à un membre du personnel de l'exploitation.

Art. 37. Lorsque le cas de force majeure ou la circonstance exceptionnelle concerne le décès du bénéficiaire de l'aide ou l'incapacité professionnelle de longue durée du bénéficiaire de l'aide, l'article 36 s'applique uniquement pour conserver les aides acquises. Il ne s'applique pas pour bénéficier d'un nouvel octroi d'aide dans le chef d'un tiers au bénéficiaire qui ne remplirait pas les critères d'admissibilité.

Les cas de force majeure ou de circonstances exceptionnelles sont notifiés par écrit à l'administration et les preuves y afférentes sont apportées dans un délai de quinze jours ouvrables à compter du jour où le bénéficiaire, ou son ayant droit, est en mesure de le faire.

CHAPITRE 6. — Dispositions finales

Art. 38. Le présent arrêté produit ses effets au 1^{er} janvier 2021 et cesse d'être en vigueur le 1^{er} janvier 2030.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le présent arrêté continue à s'appliquer pour les dossiers qui ont obtenu une décision favorable d'octroi conformément à l'article 8, § 2, avant le 1^{er} janvier 2030.

Art. 39. Le Ministre qui a l'agriculture dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 20 juillet 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique,
de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,

W. BORSUS

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2023/205781]

20. JULI 2023 — Erlass der Wallonischen Regierung über Einzelbeihilfen in den Sektoren Aquakulturproduktion, Verarbeitung und Großhandel von Fischerei- und Aquakulturerzeugnissen

Die Wallonische Regierung,

Gestützt auf die Verordnung (EU) Nr. 2021/1139 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 7. Juli 2021 zur Errichtung des Europäischen Fonds für maritime Angelegenheiten, Fischerei und Aquakultur und zur Änderung der Verordnung (EU) 2017/1004;

Gestützt auf die Verordnung (EU) Nr. 2021/1060 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 24. Juni 2021 mit gemeinsamen Bestimmungen über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds Plus, den Kohäsionsfonds, den Fonds für einen gerechten Übergang und den Europäischen Fonds für maritime Angelegenheiten, Fischerei und Aquakultur, und unter Festlegung der Finanzvorschriften für diese Fonds und den Fonds für Asyl, Migration und Integration, den Fonds für die innere Sicherheit und das Instrument zur finanziellen Unterstützung der Grenzverwaltung und der Visapolitik;

Gestützt auf die Verordnung (EU) Nr. 1380/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 11. Dezember 2013 über die Gemeinsame Fischereipolitik, unter Änderung der Verordnungen (EG) Nr. 1954/2003 und (EG) Nr. 1224/2009 des Rates und zur Aufhebung der Verordnungen (EG) Nr. 2371/2002 und (EG) Nr. 639/2004 des Rates sowie des Beschlusses 2004/585/EG des Rates;

Gestützt auf die Verordnung (EU) Nr. 1379/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 11. Dezember 2013 über eine gemeinsame Marktorganisation für Erzeugnisse der Fischerei und der Aquakultur, unter Änderung der Verordnungen (EG) Nr. 1184/2006 und (EG) Nr. 1224/2009 des Rates und unter Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 104/2000 des Rates;

Gestützt auf das Wallonische Landwirtschaftsgesetzbuch, Artikel D.4, D.241, D.242 bis D.244, D.244/1, eingefügt durch das Dekret vom 17. Juli 2018, D.245 bis D.247;

Gestützt auf den Bericht vom 20. Juni 2022, der gemäß Artikel 3, 2° des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Gestützt auf die am 27. Juni 2022 abgegebene Stellungnahme des Finanzinspektors;

Gestützt auf die Zustimmung des Ministers für Haushalt, die am 7. Juli 2022 erteilt wurde;

Gestützt auf die Stellungnahme 65/2023 der Datenschutzbehörde, die am 24. März 2023 abgegeben wurde;

Gestützt auf das am 22. Mai 2023 an den Staatsrat gerichtete Ersuchen um eine Stellungnahme innerhalb von dreißig Tagen gemäß Artikel 84, Absatz 1^{er}, Unterabsatz 1^{er}, 2° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In der Erwägung der Tatsache, dass die Stellungnahme nicht innerhalb dieser Frist übermittelt wurde;

Gestützt auf Artikel 84, Absatz 4, Unterabsatz 2 der Gesetze über den Staatsrat, koordiniert am 12. Januar 1973;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft;

Nach Beratung,

wird erlassen:

KAPITEL 1. — *Definitionen*

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses und seiner Ausführungserlasse gelten folgende Definitionen:

1° Verwaltung: die Direktion für europäische Programme der Abteilung für europäische Politik und internationale Abkommen der Verwaltung im Sinne von Artikel D.3, 3°, des Wallonischen Landwirtschaftsgesetzes;

2° gesamte staatliche Beihilfe: die kumulierte Beihilfe der Wallonischen Region und des Fonds, der durch die Verordnung (EU) Nr. 2021/1139 vom 7. Juli 2021 geregelt wird;

3° Aquakultur: Aquakultur gemäß der Definition in Artikel 4, Absatz 1^{er}, 25) der Verordnung (EU) Nr. 1380/2013 vom 11. Dezember 2013;

4° Aquaponik: die Aquakulturaktivität, bei der in einem Betrieb eine tierische Aquakulturproduktion und eine Pflanzenkultur miteinander verbunden sind;

5° Empfänger: der Beihilfeantragsteller, der eine positive Entscheidung über die Gewährung der Beihilfe gemäß dem vorliegenden Erlass erhalten hat;

6° Begleitausschuss: der Ausschuss, der gemäß Artikel 38 der Verordnung (EU) Nr. 2021/1060 vom 24. Juni 2021 eingesetzt wurde;

7° förderfähige Ausgabe: eine vom Empfänger getätigte Ausgabe, die die in den Verordnungen (EU) Nr. 2021/1139 vom 7. Juli 2021 und Nr. 2021/1060 vom 24. Juni 2021 festgelegten Regeln sowie die in diesem Erlass oder gemäß diesem Erlass festgelegten Regeln erfüllt;

8° Aquakulturbetrieb: die Gesamtheit der Aquakulturproduktionseinheiten, die sich auf dem Gebiet der Wallonischen Region befinden und autonom von einem einzigen Fischzüchter verwaltet werden;

9° Investitionen: erworbene, gebaute oder renovierte Immobilien oder erworbene bewegliche Güter, die dazu bestimmt sind, mindestens ein Jahr in derselben Form zu bleiben oder die untrennbar mit einer Immobilie verbunden sind, oder erworbene Güter mit einem Einheitswert von mindestens 3000 Euro, oder Güter, die Gegenstand einer Abschreibung sind;

10° KMU: Kleinunternehmen sowie kleine und mittlere Unternehmen, die die Kriterien in Anhang I der Verordnung (EU) Nr. 2022/2473 der Kommission vom 14. Dezember 2022 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen für in der Erzeugung, Verarbeitung und Vermarktung von Fischerei- und Aquakulturerzeugnissen tätige Unternehmen mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union erfüllen;

11° Fischerei- und Aquakulturerzeugnisse: Erzeugnisse gemäß der Definition in Artikel 4, Absatz 1^{er}, 29) und 34) der Verordnung (EU) Nr. 1380/2013 vom 11. Dezember 2013;

12° wallonisches Programm für den kommerziellen Sektor der Fischerei: das wallonische Programm für den kommerziellen Sektor der Fischerei (2021-2027) vom 7. Juli 2022;

13° Verordnung (EU) Nr. 2021/1139 vom 7. Juli 2021: die Verordnung des Europäischen Parlaments und des Rates vom 7. Juli 2021 zur Errichtung des Europäischen Fonds für maritime Angelegenheiten, Fischerei und Aquakultur und zur Änderung der Verordnung (EU) 2017/1004

14° Verordnung (EU) Nr. 2021/1060 vom 24. Juni 2021: die Verordnung (EU) Nr. 2021/1060 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 24. Juni 2021 mit gemeinsamen Bestimmungen über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds Plus, den Kohäsionsfonds, den Fonds für einen gerechten Übergang und den Europäischen Fonds für maritime Angelegenheiten, Fischerei und Aquakultur, und unter Festlegung der Finanzvorschriften für diese Fonds und den Fonds für Asyl, Migration und Integration, den Fonds für die innere Sicherheit und das Instrument zur finanziellen Unterstützung der Grenzverwaltung und der Visapolitik;

15° Verordnung (EU) 2016/679 vom 27. April 2016: die Verordnung (EU) 2016/679 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. April 2016 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten, zum freien Datenverkehr und zur Aufhebung der Richtlinie 95/46/EG;

16° Verordnung (EU) Nr. 1380/2013 vom 11. Dezember 2013: die Verordnung (EU) Nr. 1380/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 11. Dezember 2013 über die Gemeinsame Fischereipolitik, unter Änderung der Verordnungen (EG) Nr. 1954/2003 und (EG) Nr. 1224/2009 des Rates und zur Aufhebung der Verordnungen (EG) Nr. 2371/2002 und (EG) Nr. 639/2004 des Rates sowie des Beschlusses 2004/585/EG des Rates;

17° Niederlassungseinheit: die Niederlassungseinheit im Sinne von Artikel I.2, 16° des Wirtschaftsgesetzbuches;

18° Aquakulturproduktionseinheit: die Produktionseinheit im Sinne von Artikel D.3, 35°, des Wallonischen Landwirtschaftsgesetzes in Bezug auf die Aquakulturaktivität;

19° Minister: der Minister, der für die Landwirtschaft zuständig ist.

KAPITEL 2 — Gemeinsame Bedingungen für alle individuellen Hilfsmaßnahmen

Abschnitt 1 — Allgemeine Bestimmungen

Art. 2 - Dieser Erlass legt die Bedingungen und Modalitäten für die Gewährung verschiedener Beihilfen fest, die individuell Begünstigten gewährt werden, die auf dem Gebiet der Wallonischen Region eine professionelle Aquakulturtätigkeit oder eine Aktivität in der Verarbeitung oder im Großhandel mit Fischerei- oder Aquakulturerzeugnissen ausüben, mit Ausnahme der Beihilfen im Zusammenhang mit der biologischen Aquakulturproduktion.

Die folgenden natürlichen oder juristischen Personen gelten als Personen, die eine der in Unterabsatz 1^{er} genannten Aktivitäten ausüben:

1° der Großhändler von Fischerei- und Aquakulturerzeugnissen, verstanden als das Unternehmen, dessen Handel mit Fischerei- und Aquakulturerzeugnissen kein Einzelhandel im Sinne von Artikel 5 der Verordnung (EU) Nr. 1379/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 11. Dezember 2013 über die gemeinsame Marktorganisation für Fischerei- und Aquakulturerzeugnisse ist, zur Änderung der Verordnungen (EG) Nr. 1184/2006 und (EG) Nr. 1224/2009 des Rates und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 104/2000 des Rates, und wenn diese Erzeugnisse in mindestens einer Niederlassungseinheit 50

oder mehr des Gewichts der von dieser Einheit vermarkteten Erzeugnisse ausmachen, und wenn diese Tätigkeit bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen gemäß Titel 2 des Buches III des Wirtschaftsrechtsgesetzbuches registriert ist;

2° der Unternehmer, der in den Aquakultursektor eintritt, verstanden als die Person, die einen ersten Aquakulturbetrieb leitet und dessen Eintragung bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen gemäß Titel 2 des Buches III des Wirtschaftsgesetzbuches in den sechzig Monaten vor dem Datum des Eingangs des Beihilfeantrags erfolgte, die auf das Datum der Eintragung dieses ersten Betriebs als Niederlassung durch Neugründung oder Übernahme folgen;

3° das Aquakulturunternehmen, verstanden als Unternehmen, das Aquakultur zu kommerziellen Zwecken in mindestens einer Aquakulturproduktionseinheit betreibt und für das diese Tätigkeit bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen gemäß Titel 2 des Buches III des Wirtschaftsgesetzbuches registriert ist;

4° Verarbeitungsbetriebe von Fischerei- und Aquakulturerzeugnissen, verstanden als Unternehmen, bei dem Fischerei- und Aquakulturerzeugnisse in mindestens einer Betriebseinheit 50

oder mehr des Gewichts der Rohstoffe ausmachen, aus denen diese Einheit verarbeitete Produkte herstellt, und für das diese Tätigkeit bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen gemäß Titel 2 des Buches III des Wirtschaftsgesetzbuches registriert ist.

Die in Unterabsatz 2, 1° und 4° genannten Gewichtsprozente werden durch beweiskräftige Buchungsbelege über die letzten zwölf abgelaufenen Monate nachgewiesen. Wenn die Aktivität eine Niederlassungseinheit betrifft, die in den letzten zwölf Monaten gegründet wurde, geben sich die Gewichtsprozentsätze in Unterabsatz 2, 1° und 4° mit der Schätzung zufrieden, die vom Leiter der betreffenden Einheit mitgeteilt wird.

Art. 3 - Absatz 1^{er}. Die gewährte Beihilfe wird in Form eines Kapitalzuschusses gewährt, der sich aus einem regionalen und einem europäischen Anteil zusammensetzt und dessen Höhe dem Betrag der förderfähigen Ausgaben entspricht, der mit einem für die Beihilfemaßnahme spezifischen Beihilfesatz multipliziert wird.

Abweichend von Unterabsatz 1^{er} wird die Ausbildungsförderung für Studierende gemäß Kapitel 3 Abschnitt 2 in Form eines Pauschalbetrags gewährt, wenn sie an Personen gezahlt wird, die eine geförderte Ausbildung absolvieren.

Für jede der Hilfsmaßnahmen legt der Minister Folgendes fest:

1° den Höchst- oder Pauschalbetrag der gesamten öffentlichen Beihilfe pro Empfänger für den Zeitraum des wallonischen Programms für den kommerziellen Fischereisektor;

2° der Satz der gesamten öffentlichen Beihilfe, der auf die beihilfefähigen Ausgaben angewandt wird, wenn es sich nicht um eine Pauschalbeihilfe handelt;

3° die Beteiligungsquoten der regionalen und europäischen Beihilfen an der gesamten staatlichen Beihilfe.

Der Minister kann Folgendes festlegen:

1° den Mindestbetrag der beihilfefähigen Ausgaben, unterhalb dessen ein Beihilfeantrag nicht zulässig ist;

2° eine Höchstzahl von zulässigen Anträgen pro Empfänger während des Zeitraums des wallonischen Programms für den kommerziellen Fischereisektor.

Absatz 2. Die in Absatz 1^{er} genannten Beträge verstehen sich ohne Mehrwertsteuer oder jede sonstige Form von Steuern.

Abschnitt 2 — Gemeinsame Bestimmungen über den Antragsteller und die Zulässigkeit von Beihilfeanträgen

Art. 4 - Der Beihilfeantrag ist zulässig, wenn der Antragsteller:

1° über eine Korrespondenzadresse auf dem Gebiet der Wallonischen Region verfügt;

2° auf eigene Rechnung eine oder mehrere Niederlassungseinheiten, die eine der in Artikel 2 genannten Tätigkeiten ausüben, auf dem Gebiet der Wallonischen Region selbstständig verwaltet;

3° im InVeKoS gemäß Artikel D.22 des Wallonischen Landwirtschaftsgesetzes durch seine Partnernummer identifiziert ist oder seinem Beihilfeantrag die für seine Registrierung in diesem System erforderlichen Dokumente beifügt;

4° als beihilfefähig gemäß Artikel 11 der Verordnung (EU) Nr. 2021/1139 vom 7. Juli 2021 angesehen wird;

5° kein Unternehmen in Schwierigkeiten im Sinne von Artikel 2 Punkt 18 der Verordnung (EU) Nr. 651/2014 der Kommission vom 17. Juni 2014 ist, der bestimmte Beihilfekategorien mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags als kompatibel ernennt.

Unterabsatz 1° 2° ist nicht anwendbar, wenn:

1° der Antragsteller eine Person mit Wohnsitz auf dem Gebiet der Wallonischen Region ist, die eine Ausbildung absolvieren möchte, die gemäß Abschnitt 2 des Kapitels 3 unterstützt wird;

2° der Antragsteller eine juristische Person ist, die eine Ausbildung anbietet, die gemäß Kapitel 3 Abschnitt 2 unterstützt wird; oder

3° der Antragsteller eine natürliche oder juristische Person ist, die ihr Vorhaben erklärt, einen neuen Betrieb auf dem Gebiet der Wallonischen Region einzurichten, in dem eine der in Artikel 2 genannten Aktivitäten ausgeübt wird.

Abweichend von Unterabsatz 1^{er}, 2° kommen Investoren und Unternehmen, die in der Verarbeitung von oder im Großhandel mit Fischerei- und Aquakulturerzeugnissen tätig sind und keine KMU sind, nicht für Beihilfen gemäß Kapitel 3, Abschnitte 4 und 5, in Betracht.

Art. 5 - Der Beihilfeantrag ist zulässig, wenn er:

1° sich auf eine Niederlassungseinheit bezieht, die auf dem Gebiet der Wallonischen Region eingerichtet werden soll oder sich dort befindet, innerhalb derer eine der in Artikel 2 genannten beruflichen Tätigkeiten unter Einhaltung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung ausgeübt wird;

2° für eine Förderung nach den Artikeln 12 und 13 der Verordnung (EU) Nr. 2021/1139 vom 7. Juli 2021 in Frage kommt;

3° mittels des von der Verwaltung für die betreffende Beihilfe zur Verfügung gestellten Formulars eingereicht wird;

4° von einem Geschäftsplan begleitet wird, der sich mindestens auf die ersten fünf Jahre des Bestehens seines Unternehmens bezieht, wenn der Antragsteller ein Unternehmer ist, der in den Aquakultursektor einsteigt;

5° von den Dokumenten begleitet wird, die zur Überprüfung der in diesem Abschnitt festgelegten Bedingungen erforderlich sind, sowie von einer vom Antragsteller unterzeichneten eidesstattlichen Erklärung, die die Einhaltung der in Artikel 11 der Verordnung (EU) Nr. 2021/1139 vom 7. Juli 2021 aufgeführten Kriterien bestätigt und erklärt, dass kein Betrug im Sinne von Artikel 11 Absatz 3 der Verordnung (EU) Nr. 2021/1139 vom 7. Juli 2021 vorliegt, und die die erforderlichen Verpflichtungen bestätigt;

6° einem der Ziele des wallonischen Programms für den kommerziellen Fischereisektor Genüge tut und, wenn die Beihilfe an eine Aquakulturtätigkeit gebunden ist, dem strategischen Plan für die Aquakultur in der Wallonie 2021-2030 entspricht;

7° nicht in einer Diskriminierung irgendeiner Art oder in der Verhinderung des Inverkehrbringens eines aus der Fischerei oder der Aquakultur hervorgegangenen Produkts oder in einem Vorgang besteht, der vor der Einreichung des Antrags materiell abgeschlossen oder vollständig durchgeführt wurde.

Abweichend von Unterabsatz 1^{er}, 1°, ist die Einhaltung dieses Dekrets keine Voraussetzung für die Zulässigkeit des Antrags, wenn sich der Beihilfeantrag auf künftige Investitionen bezieht, die eine Erklärung oder Genehmigung gemäß dem Dekret vom 11. März 1999 über Umweltgenehmigungen erfordern. Die Einhaltung dieses Dekrets bleibt eine Bedingung für die Gewährung von Beihilfen gemäß Artikel 8, Absatz 2.

Unterabsatz 1^{er}, 1° und 4° gilt nicht für den Antrag auf Unterstützung gemäß Kapitel 3, Abschnitt 2.

Abschnitt 3 — Gemeinsame Bestimmungen für die Beihilfefähigkeit von Ausgaben

Art. 6 - Absatz 1^{er}. Um für eine Unterstützung nach Kapitel 3, Abschnitte 1 und 3 bis 5, in Betracht zu kommen, müssen die Ausgaben des Empfängers folgenden Artikeln/Bestimmungen genügen:

1° den Artikeln 63 bis 67 der Verordnung (EU) Nr. 2021/1060 vom 24. Juni 2021;

2° den Artikeln 12 und 13 der Verordnung (EU) Nr. 2021/1139 vom 7. Juli 2021;

3° den in diesem Abschnitt festgelegten gemeinsamen Bestimmungen;

4° den in Kapitel 3 festgelegten besonderen Bestimmungen.

Zulässige Beihilfeanträge werden im Rahmen der in Artikel 8 genannten Auswahl- und Gewährungsprozesse geprüft. Ausgaben, die nach Unterabsatz 1^{er} als nicht beihilfefähig eingestuft werden, werden aus diesen Prozessen ausgeschlossen.

Absatz 2. Nur Investitionen kommen für die Unterstützung gemäß Kapitel 3, Abschnitte 3 bis 5, in Betracht.

Um für eine Beihilfe in Frage zu kommen, muss jede Investition durch ihre angemessene berufliche Nutzung gerechtfertigt sein und in einem Betrieb auf dem Gebiet der Wallonischen Region getätigt werden und diesem zugewiesen sein.

Um die angemessene berufliche Nutzung gemäß Unterabsatz 2 zu beurteilen, berücksichtigt die Verwaltung die Größe des Betriebs, die technologische Entwicklung, die wirtschaftliche Rentabilität der Investition und die Relevanz der Verbindung mit der Aquakultur- oder Verarbeitungsaktivität.

Investitionen im Zusammenhang mit der Renovierung von bestehenden unbeweglichen Gütern im Betrieb sind nicht beihilfefähig, wenn diese unbeweglichen Güter nicht Teil des Betriebs des Antragstellers sind oder wenn der Grund und Boden nicht dem Antragsteller gehört und von ihm für einen Zeitraum von weniger als fünf Jahren nach dem Datum der letzten Zahlung der Beihilfe für den Antrag, der von diesen Investitionen betroffen ist, genutzt wird.

Absatz 3. Der Minister legt die Modalitäten zur Bestimmung der Zeiträume fest, in denen die Ausgaben für die in den Abschnitten 1 und 3 bis 5 des Kapitels 3 genannten Beihilfen in Betracht kommen, unter Beachtung der Verordnungen (EU) Nr. 2021/1139 vom 7. Juli 2021 und Nr. 2021/1060 vom 24. Juni 2021. Er kann weitere Bedingungen festlegen, die über die Beihilfefähigkeit der Ausgaben entscheiden.

Abschnitt 4 — Gemeinsame Bestimmungen für die Einreichung und Bearbeitung des Beihilfeantrags

Art. 7 - Absatz 1^{er}. Die Verwaltung teilt dem Antragsteller mit, dass seine Antragsunterlagen vollständig und zulässig sind.

Ist der Beihilfeantrag unvollständig, teilt die Verwaltung dies dem Antragsteller mit und weist ihn an, den Antrag innerhalb von 30 Kalendertagen nach Erhalt unter Angabe der fehlenden Elemente zu vervollständigen. Die Frist von 30 Tagen kann auf begründeten Antrag des Antragstellers verlängert werden. Nach Ablauf der Frist wird der Antrag auf Unterstützung als unzulässig betrachtet.

Absatz 2. Die Verwaltung kann vom Antragsteller zusätzliche Dokumente oder Informationen anfordern, nachdem sie den Empfang bestätigt hat.

Die Anforderung zusätzlicher Dokumente oder Informationen nach Unterabsatz 1^{er} setzt die Bearbeitung der Akte aus. Der Beihilfeantrag wird als unzulässig betrachtet, wenn nicht alle erforderlichen Unterlagen und Informationen innerhalb der im Antrag festgelegten Frist bei der Behörde eingehen.

Art. 8 - Absatz 1^{er}. Die Verwaltung teilt dem Antragsteller die Ergebnisse des Auswahlverfahrens nach Artikel 10 innerhalb von 30 Tagen nach Abschluss des Auswahlverfahrens mit.

Absatz 2. Die Verwaltung teilt dem Antragsteller die positive Entscheidung des Ministers über die Gewährung der Beihilfe mit.

Wenn es sich nicht um eine Pauschalbeihilfe handelt, wird in der positiven Entscheidung über die Gewährung der Beihilfe Folgendes angegeben:

1° die Art der im Beihilfeantrag angekündigten Ausgaben, für die keine Beihilfe gewährt werden kann, sowie die Gründe für die Ablehnung;

2° der Höchstbetrag der beihilfefähigen Ausgaben;

3° der Satz und der Betrag der maximalen Beihilfe, die gemäß diesem Erlass gewährt wird;

4° der Zeitraum der Förderfähigkeit der Ausgaben des Empfängers, auf deren Grundlage die Beihilfe berechnet wird.

Wenn es sich um eine Pauschalbeihilfe handelt, bestätigt die positive Entscheidung über die Gewährung der Beihilfe, dass es sich um eine Pauschalbeihilfe handelt und dass die Aktivitäten und Ausgaben von dieser Pauschalbeihilfe abgedeckt sind.

In der positiven Entscheidung über die Gewährung wird außerdem Folgendes angegeben:

1° der zulässige Zeitraum, in dem der Empfänger die Zahlung der Beihilfe im Zusammenhang mit dem ausgewählten Vorhaben gemäß Artikel 11 Absatz 1^{er} beanspruchen kann;

2° die eventuellen Bedingungen, die erfüllt werden müssen, einschließlich der Unterlagen, die als Nachweis für die Erfüllung dieser Bedingungen vorzulegen sind.

Absatz 3. Die in Absatz 2, Unterabsatz 2, 1° und 2° genannten Präzisierungen berücksichtigen die in Abschnitt 3 festgelegten Bedingungen für die Beihilfefähigkeit von Ausgaben.

Art. 9 - Die Beihilfen werden im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel gewährt.

Bei unzureichenden Mitteln kann der Minister entscheiden, dass ab dem Datum seiner Entscheidung keine Beihilfeanträge mehr angenommen werden.

Abschnitt 5 — Auswahlkriterien und -verfahren

Art. 10 - Anhand von Auswahlkriterien wird festgelegt, welche zulässigen Beihilfeanträge in Frage kommen. Der Beihilfeantrag, der die erforderliche Mindestpunktzahl oder eine höhere Punktzahl als die geltenden Kriterien erreicht, wird im Auswahlprozess berücksichtigt.

Der Minister legt die Auswahlmethode, die erforderliche Mindestquote und die Auswahlkriterien fest, die im Rahmen der Genehmigung des wallonischen Programms für den kommerziellen Fischereisektor genehmigt wurden, und holt zu diesem Zweck die Stellungnahme des Begleitausschusses ein, der gemäß den Artikeln 38 und 39 der Verordnung (EU) Nr. 2021/1060 vom 24. Juni 2021 im Rahmen der Umsetzung dieses Programms ins Leben gerufen wurde.

Abschnitt 6 — Gemeinsame Bedingungen für den Antrag auf Auszahlung der Beihilfe

Art. 11 - Absatz 1^{er}. Der Minister legt die Modalitäten fest, die die Zeiträume für die Zulässigkeit von Anträgen auf Auszahlung der aufgrund dieses Erlasses gewährten Beihilfen unter Beachtung der Verordnungen (EU) Nr. 2021/1139 vom 7. Juli 2021 und Nr. 2021/1060 vom 24. Juni 2021 sowie die Tranchen für die Auszahlung der Beihilfen bestimmen.

Der Teil der gewährten Beihilfe, der nicht Gegenstand eines zulässigen Antrags auf Auszahlung der Beihilfe nach Absatz 1^{er} ist, wird zurückgezogen.

Der Empfänger benachrichtigt die Verwaltung über jede Änderung oder Aufgabe eines Antrags, für den eine Beihilfe gewährt wurde. Die gewährte Beihilfe für einen nicht durchgeführten Antrag wird annulliert.

Absatz 2. Der Empfänger reicht den Antrag auf Auszahlung der Beihilfe in der von der Verwaltung vorgesehenen Form ein, dem die gemäß Artikel 8, Absatz 2, Unterabsatz 4, 2° erforderlichen Belege beigelegt sind.

Absatz 3. Die Verwaltung prüft den Antrag auf Auszahlung der Beihilfe und stellt fest, ob er die in den Verordnungen (EU) Nr. 2021/1139 vom 7. Juli 2021 und Nr. 2021/1060 vom 24. Juni 2021 sowie in diesem Erlass festgelegten Bedingungen erfüllt. Für eine in den Abschnitten 1 und 3 bis 5 des Kapitels 3 genannte Beihilfe werden die vom Empfänger getätigten Ausgaben, die sich außerhalb des festgelegten Zeitraums für die Beihilfefähigkeit der Ausgaben befinden, wie in Artikel 8, Absatz 2, Unterabsatz 2, 4^o festgelegt, als nicht beihilfefähig betrachtet und bei der Berechnung der geschuldeten Beihilfe nicht berücksichtigt. Um die Einhaltung der Beihilfefähigkeitsregeln in Bezug auf das Datum der Ausgaben zu überprüfen, stützt sich die Verwaltung auf das Datum der Zahlung der Ausgaben durch den Empfänger. Diese Daten entsprechen dem Wertstellungsdatum der Zahlung, das auf den Kontoauszügen eingetragen ist, oder dem Ausstellungsdatum des Kassenbons.

Absatz 4. Die Beihilfen werden auf der Grundlage der dem Empfänger gemäß Artikel 8, Absatz 2, mitgeteilten Elemente, der Vorlage der Belege und des Ergebnisses der in Artikel 28 genannten Kontrollen ausgezahlt. Die Verwaltung nimmt die Rückforderung der zu Unrecht festgestellten Beihilfe vom Empfänger gemäß den Artikeln 34 und 35 vor.

Wenn die Belege nicht ausreichen oder nicht beweiskräftig sind, werden die betreffenden Ausgaben bei der Berechnung der geschuldeten Unterstützung nicht berücksichtigt.

Der Minister kann zusätzliche Belege festlegen, die erforderlich sind, um die Einhaltung der geltenden Regeln nachzuweisen.

Art. 12 - Eine geförderte Ausgabe darf nicht Gegenstand einer anderen Subventionierung sein.

Art. 13 - In Anwendung von Artikel D.254, Absatz 3, des Wallonischen Landwirtschaftsgesetzbuches genehmigt und liquidiert die Verwaltung oder ihr Beauftragter die Ausgaben für die vorgesehenen Beihilfen.

Abschnitt 7 — Pflichten des Antragstellers

Art. 14 - Absatz 1^{er}. Der Antragsteller darf bei der Wallonischen Region keine anderen Beihilfen in Form von Zinszuschüssen, Subventionen oder Prämien jeglicher Art für alle seine Ausgaben oder Unternehmungen beantragen, die Gegenstand einer Beihilfe sind, die zur Folge hätte, dass das Niveau der in der europäischen Gesetzgebung oder im vorliegenden Erlass festgelegten Beihilfen überschritten würde.

Wird die in diesem Erlass oder aufgrund dieses Erlasses oder in Anhang III der Verordnung (EU) Nr. 2021/1139 vom 7. Juli 2021 festgelegte Höhe der Beihilfe überschritten, so wird die Beihilfe gekürzt oder zurückgefordert, wenn die Beihilfe bereits ausgezahlt wurde.

Absatz 2. Der Empfänger:

1^o bewahrt bis zum 31. Dezember 2036 die Belege für die Ausgaben auf, für die eine Beihilfe gewährt wurde;

2^o genehmigt und erleichtert die Kontrollen im Zusammenhang mit der gemäß dem vorliegenden Erlass gewährten Beihilfe durch die Verwaltung, den belgischen Rechnungshof und die zuständigen Dienststellen der Europäischen Kommission und des Europäischen Rechnungshofes sowie jede andere von einem der vorgenannten Akteure rechtsgültig benannte Stelle;

3^o behält ein gesondertes Buchführungssystem oder einen geeigneten Buchführungscode bei, der es ermöglicht, in seiner Buchführung die Transaktionen im Zusammenhang mit den Ausgaben für eine erhaltene Beihilfe leicht zu identifizieren, unbeschadet der nationalen Buchführungsregeln;

4^o erfüllt die in Artikel 11 der Verordnung (EU) Nr. 2021/1139 vom 7. Juli

2021 genannten Bedingungen;

5^o stellt der Verwaltung auf Anfrage alle Statistiken über seine Produktions-, Verarbeitungs- oder Vermarktungstätigkeit zur Verfügung.

Die Verpflichtungen nach Absatz 1, 3 und 5 gelten nicht für den Empfänger einer Beihilfe für die Teilnahme an einer nach Kapitel 3 Abschnitt 2 geförderten Ausbildung.

Absatz 3. Der Empfänger einer Beihilfe gemäß den Abschnitten 3 bis 5 des Kapitels 3 hält die Regeln für die Nachhaltigkeit der Unternehmungen gemäß Artikel 65 der Verordnung (EU) Nr. 2021/1060 vom 24. Juni 2021 ein. Die in Artikel 65, Absatz 1^{er}, Unterabsatz 1^{er} der Verordnung (EU) Nr. 2021/1060 vom 24. Juni 2021 genannte Frist wird für Empfänger, die unter die Definition von KMU fallen, nicht verkürzt.

Absatz 4. Der Minister kann andere Verpflichtungen als die in den Absätzen 1 bis 3 genannten festlegen.

Absatz 5. Der Empfänger, der eine der in den Absätzen 1 bis 4 genannten Verpflichtungen nicht erfüllt, verliert die ihm aufgrund dieses Erlasses gewährte Beihilfe teilweise oder ganz und zahlt den Teil der betreffenden Beihilfe zurück, den er bereits erhalten hat.

Abschnitt 8 — Sammeln von personenbezogenen Daten

Art. 15. Absatz 1^{er}. Die Verwaltung ist für die Verarbeitung aller Daten verantwortlich, die über Beihilfeanträge und Anträge auf Auszahlung von Beihilfen im Sinne von Artikel 4 Absatz 7 der Verordnung (EU) Nr. 2016/679 vom 27. April 2016 gesammelt werden, sobald sie bei ihr eingehen.

Die Verwaltung verwendet die in Artikel 5, Unterabsatz 1^{er}, 3^o genannten Antragsformulare für die Erhebung und Verarbeitung von personenbezogenen Daten, die für die Erfüllung der ihr übertragenen Aufgaben erforderlich sind. Eine andere Person oder Verwaltungseinheit stellt der Verwaltung auf deren Ersuchen die Daten zur Verfügung, sofern sie begründet, warum die Daten benötigt werden.

Die Verwaltung und jede Verwaltungseinheit, jede natürliche oder juristische Person, der die Verwaltung eine oder mehrere ihrer Aufgaben übertragen hat, die sich aus den Verordnungen (EU) Nr. 2021/1139 vom 7. Juli 2021 und Nr. 2021/1060 vom 24. Juni 2021 ergeben, tauschen auf einfache Anfrage alle Daten aus, die sie zur Erfüllung ihrer Aufgaben benötigen.

Eine beauftragte Stelle darf personenbezogene Daten aus der Verwaltung nur zur Weiterverarbeitung für historische, statistische oder wissenschaftliche Zwecke gemäß Artikel 5, Absatz 1^{er}, b) der Verordnung (EU) Nr. 2016/679 übermitteln.

Absatz 2. Die in Absatz 1^{er}, Unterabsatz 1^{er} genannten personenbezogenen Daten, die überprüft wurden oder nicht, können von der Verwaltung oder einer Verwaltungseinheit, einer natürlichen oder juristischen Person, der die Verwaltung eine oder mehrere ihrer Aufgaben übertragen hat, die sich aus den Verordnungen (EU) Nr. 2021/1139 vom 7. Juli 2021 und Nr. 2021/1060 vom 24. Juni 2021 ergeben, für die folgenden Zwecke weiterverarbeitet werden:

- 1° die Überprüfung der Zahlung von Steuern, die durch die Auswirkungen der Tätigkeit des Antragstellers auf die Umwelt verursacht werden;
- 2° die Veröffentlichung der Empfänger der durch den vorliegenden Erlass geregelten Beihilfen;
- 3° die Ausarbeitung von Vorschriften für die Zahlung von Beihilfen und die gemeinsame Fischereipolitik;
- 4° die Durchführung von Kontrollen, die aufgrund des vorliegenden Erlasses oder der Verordnungen (EU) Nr. 2021/1139 vom 7. Juli 2021 und Nr. 2021/1060 vom 24. Juni 2021 durchgeführt werden;
- 5° die Veröffentlichung von Statistiken und die Berechnung von Indikatoren für die Verwaltung oder die Europäische Kommission;
- 6° die Bereitstellung von Instrumenten zur Erleichterung der Betreuungsaufgaben in den Sektoren Aquakulturproduktion, Verarbeitung und Großhandel mit Fischerei- und Aquakulturprodukten;
- 7° die Überprüfung der Einhaltung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;
- 8° die Verwaltung der nicht schiffbaren Wasserläufe
- 9° jede Aufgabe, die den Rahmen oder die Anwendung von Normen für den Naturschutz und den Kampf gegen den Klimawandel betrifft.

Die in Unterabsatz 1^{er} festgelegten Zwecke führen nur zur Verwendung der für jeden Zweck erforderlichen Datenkategorien und nur insoweit, als diese Verarbeitung nach den Rechtsvorschriften über den Schutz des Privatlebens zulässig ist.

Die übermittelten personenbezogenen Daten dürfen nicht länger aufbewahrt werden, als es für die Erreichung der verfolgten Zwecke erforderlich ist.

Art. 16 - Absatz 1^{er}. Die Verwaltung überträgt der Zahlstelle, wie in Artikel D.3, Unterabsatz 1^{er}, 25° des Wallonischen Landwirtschaftsgesetzbuches definiert, die Aufgaben im Zusammenhang mit den Zahlungen und der Buchführung der aufgrund des vorliegenden Erlasses ausbezahlten Beihilfen. Abschnitt 1 von Kapitel III des Titels II des Wallonischen Landwirtschaftsgesetzbuchs legt die Bestimmungen fest, die von der Zahlstelle getroffen werden, um die Verpflichtungen aus der Verordnung (EU) 2016/679 vom 27. April 2016 einzuhalten.

Absatz 2. Die Beihilfeantragsteller sind verpflichtet, nur die in Artikel D.22, Absatz 2, 1°, des Wallonischen Landwirtschaftsgesetzbuches genannten Daten zu liefern, ungeachtet der Anwendung von Verpflichtungen, die sich aus Aktivitäten außerhalb dieses Erlasses ergeben, andere Daten zu liefern.

Absatz 3. Registrierte Beihilfeantragsteller sind von der Ausfüllung des Sammelantrags befreit, es sei denn, diese Verpflichtung ergibt sich aus Tätigkeiten außerhalb dieses Erlasses.

KAPITEL 3. — *Individuelle Beihilfen*

Abschnitt 1 — Beihilfen für wissenschaftliche Begleitung und Begutachtung in Aquakulturunternehmen

Art. 17 - Die Beihilfen für wissenschaftliche Begleitung und Gutachten in Aquakulturbetrieben unterstützen Aquakulturproduzenten, die eine Begleitung durch eine wissenschaftliche Einrichtung mit Sitz in der Wallonie oder ein unabhängiges Gutachten in Anspruch nehmen möchten, um die Nachhaltigkeit ihres Betriebs, einschließlich der Valorisierung ihrer Produktion, zu verbessern.

Wissenschaftliche Begleitung oder unabhängige Gutachten, die sich auf die Diversifizierung der Einkommensquellen des Antragstellers beziehen, sind beihilfefähig, sofern sich diese Diversifizierung auf die Verarbeitung oder Vermarktung der Aquakulturproduktion des Antragstellers bezieht.

Die Beihilfe für Gutachten in Aquakulturbetrieben unterstützt auch Investoren, die ein unabhängiges Gutachten wünschen, um die technisch-wirtschaftliche Machbarkeit einer neuen Aquakulturanlage auf wallonischem Gebiet zu untersuchen oder diese Anlage zu unterstützen. Die Unterstützung für die wissenschaftliche Begleitung ist auf die Begleitung eines bereits bestehenden Betriebs auf wallonischem Gebiet beschränkt.

Art. 18 - Unbeschadet der gemeinsamen Bedingungen in Kapitel 2 ist der Beihilfeantrag, wenn er sich auf die Begleitung durch eine wissenschaftliche Einrichtung bezieht, zulässig, wenn er eine unterzeichnete Vereinbarung über die Zusammenarbeit zwischen dem Antragsteller und einer wissenschaftlichen Einrichtung mit Sitz auf dem Gebiet der Wallonischen Region enthält. Bezieht sich der Beihilfeantrag auf ein unabhängiges Gutachten, ist er zulässig, wenn er die Einzelheiten des mit dem Gutachten verfolgten Ziels und die erwarteten Einzelheiten seiner Umsetzung enthält.

Der Minister legt den Mindestinhalt des in Unterabsatz 1^{er} erwähnten Kooperationsabkommens und die Art der Informationen bezüglich der Expertise fest, die im Beihilfeantrag auszufüllen sind. Er kann die erforderlichen Mindestqualifikationen des Sachverständigen, den Mindestinhalt des Dienstleistungsvertrags zwischen dem Antragsteller und dem Sachverständigen, die zulässigen Ziele der wissenschaftlichen Begleitung oder der Expertise sowie die Art der Mindestelemente, die von der wissenschaftlichen Einrichtung oder dem Sachverständigen über die erzielten Ergebnisse zu berichten sind, festlegen.

Art. 19 - Absatz 1^{er}. Unbeschadet der gemeinsamen Bedingungen in Kapitel 2 betreffen die beihilfefähigen Ausgaben für die Unterstützung der wissenschaftlichen Begleitung und Expertise in Aquakulturbetrieben:

1° entweder die Betriebskosten der wissenschaftlichen Einrichtung, die vom Antragsteller erstattet werden, einschließlich der Kosten für Praktikanten, um die in der in Artikel 18, Absatz 1^{er}, genannten Kooperationsvereinbarung vereinbarte Betreuungsaufgabe zu erfüllen;

2° oder die Sachverständigenleistungen, wie sie zuvor schriftlich zwischen dem Antragsteller und dem Sachverständigen vereinbart wurden, und zwar gemäß den zwischen den beiden Parteien vereinbarten finanziellen Modalitäten.

Die in Unterabsatz 1^{er}, 1°, genannten Betriebskosten der wissenschaftlichen Einrichtung entsprechen den Einheitskosten, die den Artikeln 54, Unterabsatz 1^{er}, b) und 55, Absätze 2 bis 5 der Verordnung (EU) Nr. 2021/1060 vom 24. Juni 2021 sowie den vom Minister festgelegten Modalitäten entsprechen.

Absatz 2. Wenn sich die wissenschaftliche Begleitung oder Begutachtung auf die Einrichtung oder Nutzung von Ausrüstungen oder Investitionen bezieht, die vom Antragsteller zu errichten oder zu erwerben sind, können diese zu dem in Abschnitt 3 dieses Kapitels vorgesehenen Satz gefördert werden, sofern die in diesem Abschnitt festgelegten Bedingungen und Modalitäten eingehalten werden und sofern sie im Beihilfeantrag vorgesehen sind.

Art. 20 - Im Falle eines Gutachtens zur Einrichtung eines neuen Betriebs ist der Beihilfeantrag zulässig, wenn ihm eine Verpflichtung des Antragstellers beigefügt ist, die im Vertrag über die Erbringung von Dienstleistungen festzuhalten ist und definiert, dass der Dienstleister:

1° ihm und der Verwaltung alle vermögensrechtlichen, nicht-vermögensrechtlichen und sonstigen Rechte des geistigen oder künstlerischen Eigentums an der Leistung und sonstige Urheberrechte überträgt, die in Ausführung der genannten Leistungen zurückgehalten und entwickelt wurden.

2° ihm und der Verwaltung das Eigentum an allen Rechten an Dokumenten, Studien und anderen Dokumenten, die für die Durchführung der Leistungen notwendig sind oder sich daraus ergeben, überträgt und dass sie diese frei von allen allgemein beliebigen Rechten nutzen können.

3° sich verpflichtet, sicherzustellen, dass die in seinen Leistungen und Produkten verwendeten Elemente frei von Rechten sind, oder alle erforderlichen Rechte zu erwerben, und im letzteren Fall, dass die Kosten für diesen Erwerb in die zwischen dem Antragsteller und dem Anbieter vereinbarten Kosten der Leistungen einbezogen werden.

Die in Unterabsatz 1^{er} genannten, der Verwaltung zugewiesenen Rechte und Eigenschaften werden am ersten Tag des vierten Jahres nach Ausstellung des Abschlussberichts des Gutachtens wirksam, sofern der Antragsteller keine Investitionen begonnen hat, die denjenigen ähnlich sind, die Gegenstand des Gutachtens waren.

Abschnitt 2 — Beihilfe für die Ausbildung zum Fischzüchter

Art. 21 - Die Beihilfe für die Ausbildung zum Fischzüchter unterstützt:

1° Personen, die eine Ausbildung absolvieren möchten, die insbesondere zum Beruf des Fischzüchters führt;

2° Körperschaften, die eine Ausbildung erarbeiten und anbieten, die insbesondere zum Beruf des Fischzüchters führt.

Die in Unterabsatz 1^{er} genannte Unterstützung erfolgt in Form:

1° einer Pauschale pro Ausbildung, die von dem in Unterabsatz 1^{er}, 1° genannten Empfänger absolviert wird;

1° einer Pauschale pro Ausbildung, die von dem in Unterabsatz 1^{er}, 2° genannten Empfänger angeboten wird;

Art. 22 - Unbeschadet der gemeinsamen Bedingungen in Kapitel 2 kommt ein Antragsteller gemäß Artikel 21, Unterabsatz 1^{er}, 1°, für eine Ausbildungsbeihilfe für den Beruf des Fischzüchters in Betracht, wenn er:

1° seinen Wohnsitz auf dem Gebiet der Wallonischen Region hat und dies durch eine Bescheinigung nachweist, die von der Gemeinde im Laufe der dreißig Tage vor dem Datum des Eingangs des Beihilfeantrags ausgestellt wurde;

2° über die Qualifikationen verfügt, die für die Teilnahme an der Ausbildung, für die die Beihilfe beantragt wird, erforderlich sind;

3° sich verpflichtet, die Ausbildung bis zum Ende zu absolvieren, außer in den in Kapitel 5 genannten Fällen höherer Gewalt. Andernfalls muss die für diese Ausbildung erhaltene Beihilfe zurückgezahlt werden.

Art. 23 - Der Minister kann festlegen, welche Ausbildungen für eine Unterstützung in Frage kommen, einschließlich Ausbildungen, die außerhalb des Gebiets der Wallonischen Region durchgeführt werden.

Der Minister kann die Modalitäten der Ausbildungsbeihilfen für den Beruf des Fischzüchters festlegen, die gemäß Artikel 21 an berechnete Empfänger gezahlt werden. Er kann weitere Bedingungen für die Beihilfefähigkeit eines Antrags auf Ausbildungsbeihilfe für den Beruf des Fischzüchters festlegen.

Abschnitt 3 — Beihilfe für Investitionen in die Aquakultur

Art. 24 - Die Investitionsbeihilfe für Aquakulturen unterstützt Investoren und Produzenten von Aquakulturen bei ihren Investitionen, um eine neue Aquakulturanlage in der Wallonischen Region zu errichten oder die Nachhaltigkeit einer bestehenden Anlage zu verbessern, einschließlich der Valorisierung ihrer Produktion. Zusätzlich zu den in Kapitel 2 festgelegten gemeinsamen Bedingungen hängt die Zulässigkeit eines Antrags auf Beihilfen für Investitionen in die Aquakultur davon ab, ob die Artikel 26 und 27 der Verordnung (EU) Nr. 2021/1139 vom 7. Juli 2021 eingehalten werden.

Investitionen, die eine Diversifizierung der Einkommensquellen des Antragstellers ermöglichen, kommen für eine Beihilfe für Investitionen in die Aquakultur in Betracht, sofern diese Diversifizierung mit der Aquakulturproduktion des Antragstellers verbunden ist und das potenzielle Einkommen aus dieser Diversifizierung geringer ist als das Einkommen aus dem Verkauf der Aquakulturproduktion.

Der Schutz von Aquakulturbetrieben vor wilden Raubtieren kommt ebenfalls für eine Investitionsbeihilfe für Aquakultur in Betracht, wenn der Schutz mindestens eine der Arten betrifft, die der Minister unter den geschützten Arten gemäß dem Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur festgelegt hat.

Der Minister kann die Ziele der beihilfefähigen Investitionen unter Beachtung von Artikel 5, Unterabsatz 1^{er}, 6° präzisieren.

Art. 25 - Abweichend von Artikel 5, Unterabsatz 1^{er}, 1° ist ein Antrag auf Beihilfe für Investitionen in die Aquakultur unzulässig, wenn:

1° die Aquakulturtätigkeit, die an dem vom Antrag betroffenen Betriebsort ausgeübt wird, in den Bereich der Aquaponik fällt;

2° die im Rahmen dieser Tätigkeit getätigten Investitionen für eine andere als die in diesem Erlass geregelten Beihilfen in Betracht kommen.

Abschnitt 4 — Investitionsbeihilfe für KMU, die Fischerei- oder Aquakulturerzeugnisse verarbeiten

Art. 26 - Die Investitionsbeihilfe für KMU, die Fischerei- oder Aquakulturerzeugnisse verarbeiten, unterstützt Investitionen von Unternehmen, die Fischerei- und Aquakulturerzeugnisse verarbeiten, die zur nachhaltigen Entwicklung dieser Tätigkeit beitragen.

Unbeschadet der in Kapitel 2 festgelegten gemeinsamen Bedingungen ist ein Antrag auf Investitionsbeihilfe für KMU, die Erzeugnisse der Fischerei oder der Aquakultur verarbeiten, nur dann zulässig, wenn die Artikel 26 und 28 der Verordnung (EU) Nr. 2021/1139 vom 7. Juli 2021 eingehalten werden.

Der Minister kann die Ziele der beihilfefähigen Investitionen unter Beachtung von Artikel 5, Unterabsatz 1^{er}, 6^o präzisieren.

Abschnitt 5 — Investitionsbeihilfen für KMU, die im Großhandel mit Fischerei- und Aquakulturerzeugnissen tätig sind

Art. 27 - Die Investitionsbeihilfe für KMU, die im Großhandel mit Fischerei- und Aquakulturerzeugnissen tätig sind, unterstützt Investitionen von Großhändlern von Fischerei- und Aquakulturerzeugnissen, die zur nachhaltigen Entwicklung dieser Tätigkeit beitragen.

Unbeschadet der in Kapitel 2 festgelegten gemeinsamen Bedingungen ist ein Antrag auf Investitionsbeihilfe für KMU, die im Großhandel mit Fischerei- und Aquakulturerzeugnissen tätig sind, nur dann zulässig, wenn die Artikel 26 und 28 der Verordnung (EU) Nr. 2021/1139 vom 7. Juli 2021 eingehalten werden.

Der Minister kann die Ziele der beihilfefähigen Investitionen unter Beachtung von Artikel 5, Unterabsatz 1^{er}, 6^o, präzisieren.

KAPITEL 4. — Kontrollen und Sanktionen*Abschnitt 1 — Kontrollen*

Art. 28 - Die Verwaltung oder jede Verwaltungseinheit, jede natürliche oder juristische Person, der die Verwaltung eine oder mehrere ihrer Aufgaben übertragen hat, die sich aus den Verordnungen (EU) Nr. 2021/1139 vom 7. Juli 2021 und Nr. 2021/1060 vom 24. Juni 2021 ergeben, führt Verwaltungs- und Vor-Ort-Kontrollen durch in Hinblick auf:

1^o die Erfüllung der Bedingungen für die Zulässigkeit oder Beihilfefähigkeit des Antragstellers, des Beihilfeantrags und der Investitionen, die in den Verordnungen (EU) Nr. 2021/1139 vom 7. Juli 2021 und Nr. 2021/1060 vom 24. Juni 2021 sowie im vorliegenden Erlass festgelegt sind;

2^o die Einhaltung der Bedingungen für die Beihilfefähigkeit der Ausgaben, die im Rahmen des Antrags auf Zahlung einer Beihilfe angegeben wurden, wenn es sich nicht um eine Pauschalbeihilfe handelt, einschließlich der Belege, die die Einhaltung der geltenden Vorschriften nachweisen;

3^o die Einhaltung der steuerlichen und sozialen Gesetze;

Im Rahmen der in Kapitel 3 Abschnitte 3 bis 5 genannten Beihilfen kann die Einhaltung der im Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung festgelegten Bestimmungen auch für die von der Beihilfe betroffene Niederlassungseinheit kontrolliert werden. Diese Kontrolle wird von der Abteilung für Polizei und Kontrollen der Verwaltung im Sinne von Artikel D.3, 3^o, des Wallonischen Landwirtschaftsgesetzes durchgeführt. Der Minister legt die Modalitäten fest, die das Vorkommen dieser Kontrolle bestimmen.

Jede Feststellung, die im Rahmen der in den Unterabsätzen 1^{er} und 2 genannten Kontrollen getroffen wird, wird dem Empfänger von der Verwaltung mitgeteilt. Die Sanktion auf die dem Empfänger aufgrund dieses Erlasses zustehende Beihilfe wird dem Empfänger ebenfalls von der Verwaltung mitgeteilt. Die Liquidierung jeder durch diesen Erlass geregelten Beihilfe setzt eine positive Stellungnahme der in den Unterabsätzen 1^{er} und 2 genannten Verwaltungsstellen voraus.

Abschnitt 2 — Kontrolle der Aufrechterhaltung von Investitionen

Art. 29 - In den in Artikel 65, Absatz 1^{er} der Verordnung (EU) Nr. 2021/1060 vom 24. Juni 2021 vorgesehenen Fällen zieht die Verwaltung die für die betreffende Investition gezahlten Beihilfen ganz oder teilweise wieder ein.

Art. 30 - Der Beihilfeempfänger, der die Zweckbestimmung oder Nutzung einer geförderten Investition ändern möchte, stellt zuvor einen entsprechenden Antrag bei der Verwaltung und begründet die gewünschte Änderung. Die Verwaltung prüft den Antrag im Hinblick auf die geltenden Vorschriften, den vorliegenden Erlass und die ursprünglich mit den Investitionen verfolgten Ziele und teilt dem Empfänger ihre Entscheidung schriftlich mit.

Im Falle einer nicht genehmigten Nutzungsänderung zieht die Verwaltung die für die betreffende Investition gezahlten Beihilfen ganz oder teilweise wieder ein.

Art. 31 - Der Beihilfeempfänger stellt der Verwaltung alle erforderlichen Informationen und Unterlagen zur Verfügung, damit diese das Vorhandensein und die ordnungsgemäße Zuordnung der Investition überprüfen kann.

Weigert sich der Beihilfeempfänger, die für die Kontrolle erforderlichen Informationen zu liefern, oder fehlen beweiskräftige Unterlagen, so zahlt er die Beihilfe in Höhe des nicht belegten Teils zurück.

Abschnitt 3 — Sanktionen

Art. 32 - Absatz 1^{er}. Gemäß Artikel 103 der Verordnung (EU) Nr. 2021/1060 vom 24. Juni 2021 führt die Nichteinhaltung der gemäß diesem Erlass oder gemäß den geltenden EU-Vorschriften festgelegten Bestimmungen zur Nichtauszahlung der Beihilfen und zur Rückzahlung der gesamten oder eines Teils der bereits erhaltenen Beihilfen, je nachdem, wie schwerwiegend der Verstoß ist, ob der Empfänger vorsätzlich gehandelt hat oder nicht, in welchem Umfang, wie lange und wie oft der Verstoß aufgetreten ist.

Absatz 2. Der Minister legt eine Skala von Sanktionen auf der Grundlage der in Absatz 1^{er} aufgeführten Elemente fest.

In Fällen höherer Gewalt und außergewöhnlicher Umstände gemäß Kapitel 5 wird keine Erstattung verlangt, sofern die Nichteinhaltung der nach diesem Erlass geltenden Verpflichtungen oder Zusagen nicht auf ein vorsätzliches Verschulden des Empfängers zurückzuführen ist.

Art. 33 - Alle im Rahmen dieses Erlasses gewährten Beihilfen werden annulliert und vollständig eingezogen, wenn sie natürlichen oder juristischen Personen gewährt wurden, die die Voraussetzungen für den Erhalt dieser Beihilfen künstlich geschaffen haben, was den Zielen dieses Erlasses widerspricht.

Abschnitt 4 — Beitreibungsverfahren

Art. 34 - Die Verwaltung teilt dem Empfänger mit, dass sie die Beihilfe zurückfordern wird, bevor sie die Rückforderung tatsächlich vornimmt.

Art. 35 - Die Beihilfen werden gemäß den Artikeln D.258 bis D.260 des Wallonischen Landwirtschaftsgesetzes eingezogen.

KAPITEL 5. — Fall höherer Gewalt und außergewöhnliche Umstände

Art. 36 - Zu Fällen höherer Gewalt gehören:

- 1° der Tod des Empfängers;
- 2° eine langfristige Berufsunfähigkeit des Empfängers;
- 3° eine schwere Naturkatastrophe, die den Aquakulturbetrieb erheblich beeinträchtigt;
- 4° die zufallsbedingte Zerstörung von Betriebsgebäuden;
- 5° eine Epizootie oder Pflanzenkrankheit, die die Aquakulturproduktion für mehr als die Hälfte des üblicherweise von der betroffenen Aquakulturproduktionseinheit erzeugten oder vermarkteten Jahresvolumens beeinträchtigt;
- 6° die Enteignung des gesamten oder eines großen Teils des Betriebs, sofern die Enteignung am Tag der Einreichung des Beihilfeantrags nicht vorhersehbar war.

Verluste an Tierbeständen, die die Aquakulturproduktion um mehr als die Hälfte der üblicherweise von der betreffenden Aquakulturproduktionseinheit erzeugten Jahresmenge beeinträchtigen und die auf außergewöhnliche ungünstige Klima- oder Umweltbedingungen zurückzuführen sind, können berücksichtigt werden, sofern sie offiziell anerkannt sind und, was die Umweltbedingungen anbelangt, sofern diese zufällig entstanden sind und nicht dem Begünstigten oder einem Mitglied des Betriebspersonals zuzuschreiben sind.

Der Minister kann andere Fälle höherer Gewalt zulassen, die die berufliche Tätigkeit des Empfängers erheblich beeinträchtigen, sofern die Ursachen für diese Einschränkung der beruflichen Tätigkeit nicht dem Empfänger oder einem Mitglied des Betriebspersonals zuzuschreiben sind.

Art. 37 - Betrifft die höhere Gewalt oder der außergewöhnliche Umstand den Tod des Beihilfeempfängers oder die langfristige Berufsunfähigkeit des Beihilfeempfängers, so gilt Artikel 36 nur für die Beibehaltung der erworbenen Beihilfen. Sie gilt nicht für den Erhalt einer neuen Beihilfegewährung durch einen Dritten an den Empfänger, der die Beihilfekriterien nicht erfüllt.

Höhere Gewalt oder außergewöhnliche Umstände sind der Verwaltung schriftlich mitzuteilen und die entsprechenden Nachweise sind innerhalb von fünfzehn Arbeitstagen ab dem Tag zu erbringen, an dem der Empfänger oder sein Rechtsnachfolger dazu in der Lage ist.

KAPITE 6. — Schlussbestimmungen

Art. 38 - Dieser Beschluss wird am 1. Januar 2021 wirksam und tritt am 1. Januar 2030 außer Kraft.

Abweichend von Unterabsatz 1^{er} gilt der vorliegende Erlass weiterhin für die Dossiers, die eine positive Entscheidung über die Gewährung gemäß Artikel 8, Absatz 2, vor dem 1. Januar 2030 erhalten haben.

Art. 39 - Der für Landwirtschaft zuständige Minister ist für die Ausführung dieses Erlasses verantwortlich.

Namur, den 20. Juli 2023.

Für die Regierung:
Der Ministerpräsident,
E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren,
W. BORSUS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2023/205781]

20 JULI 2023. — Besluit van de Waalse Regering betreffende individuele steun in de sectoren aquacultuurproductie, verwerking en groothandel van visserij- en aquacultuurproducten

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EU) 2021/1139 van het Europees Parlement en de Raad van 7 juli 2021 tot oprichting van het Europees Fonds voor maritieme zaken, visserij en aquacultuur en tot wijziging van Verordening (EU) 2017/1004;

Gelet op Verordening (EU) 2021/1060 van het Europees Parlement en de Raad van 24 juni 2021 houdende gemeenschappelijke bepalingen inzake het Europees Fonds voor regionale ontwikkeling, het Europees Sociaal Fonds Plus, het Cohesiefonds, het Fonds voor een rechtvaardige transitie en het Europees Fonds voor maritieme zaken, visserij en aquacultuur en de financiële regels voor die fondsen en voor het Fonds voor asiel, migratie en integratie, het Fonds voor interne veiligheid en het Instrument voor financiële steun voor grensbeheer en visumbeleid;

Gelet op Verordening (EU) nr. 1380/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 11 december 2013 inzake het gemeenschappelijk visserijbeleid, tot wijziging van Verordeningen (EG) nr. 1954/2003 en (EG) nr. 1224/2009 van de Raad en tot intrekking van Verordeningen (EG) nr. 2371/2002 en (EG) nr. 639/2004 van de Raad en Besluit 2004/585/EG van de Raad;

Gelet op Verordening (EU) nr. 1379/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 11 december 2013 houdende een gemeenschappelijke marktordening voor visserijproducten en aquacultuurproducten, tot wijziging van Verordeningen (EG) nr. 1184/2006 en (EG) nr. 1224/2009 van de Raad en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 104/2000 van de Raad;

Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, artikelen D.4, D.241, D.242 tot D.244, D.244/1, ingevoegd bij het decreet van 17 juli 2018, D.245 tot D.247;

Gelet op het rapport van 20 juni 2022, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 11°, van het decreet van 2014 april 1995 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 27 juni 2022;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 7 juli 2022;

Gelet op het advies nr. 65/2023 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 24 maart 2023;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 22 mei 2023, overeenkomstig artikel 84, § 1, lid 1, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het uitblijven van advies binnen deze termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, lid 2, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Begripsomschrijvingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit en de uitvoeringsbesluiten ervan wordt verstaan onder :

1° administratie: de Directie Europese Programma's van het Departement Europees Beleid en Internationale Akkoorden van de Administratie in de zin van artikel D.3, 3°, van het Waalse Landbouwwetboek;

2° totale overheidssteun: de gecumuleerde steun van het Waalse Gewest en het fonds geregeld bij Verordening (EU) nr. 2021/1139 van 7 juli 2021;

3° aquacultuur: aquacultuur zoals gedefinieerd in artikel 4, § 1, punt 25, van Verordening (EU) nr. 1380/2013 van 11 december 2013;

4° aquaponics: aquacultuuractiviteit waarbij, op hetzelfde bedrijf, dierlijke aquacultuurproductie en plantenteelt van elkaar afhangen;

5° begunstigde: de steunaanvrager die een gunstige beslissing tot toekenning van de steun overeenkomstig dit besluit heeft ontvangen;

6° monitoringscomité: het comité ingesteld krachtens artikel 38 van Verordening (EU) nr. 2021/1060 van 24 juni 2021;

7° subsidiabele uitgave: door de begunstigde gedane uitgave die voldoet aan de regels gesteld in de Verordeningen (EU) nr. 2021/1139 van 7 juli 2021 en nr. 2021/1060 van 24 juni 2021, alsmede aan de regels gesteld bij of krachtens dit besluit;

8° aquacultuurbedrijf: het geheel van de aquacultuurproductie-eenheden gelegen op het grondgebied van het Waalse Gewest en beheerd op autonome wijze door één aquacultuurexploitant;

9° investeringen: aangekochte, gebouwde of gerenoveerde onroerende goederen of aangekochte roerende goederen die bestemd zijn om ten minste een jaar in dezelfde vorm te blijven of die onherroepelijk verbonden zijn met een onroerend goed, of aangekochte goederen waarvan de eenheidswaarde gelijk is aan of hoger is dan 3.000 euro, of goederen die aan waardevermindering onderhevig zijn;

10° km'o's: micro-, kleine en middelgrote ondernemingen die voldoen aan de criteria van bijlage I bij Verordening (EU) nr. 2022/2473 van de Commissie van 14 december 2022 waarbij bepaalde categorieën steun voor ondernemingen die actief zijn in de productie, de verwerking en de afzet van visserij- en aquacultuurproducten, op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie met de interne markt verenigbaar worden verklaard;

11° visserij- en aquacultuurproducten: producten zoals gedefinieerd in artikel 4, § 1, 29) en 34) van Verordening (EU) nr. 1380/2013 van 11 december 2013;

14° Waals programma voor de commerciële visserijsector: het Waalse programma voor de commerciële visserijsector (2021-2027) van 7 juli 2022;

13° Verordening (EU) 2021/1139 van 7 juli 2021: Verordening (EU) 2021/1139 van het Europees Parlement en de Raad van 7 juli 2021 tot oprichting van het Europees Fonds voor maritieme zaken, visserij en aquacultuur en tot wijziging van Verordening (EU) 2017/1004;

14° Verordening (EU) 2021/1060 van 24 juni 2021: Verordening (EU) 2021/1060 van het Europees Parlement en de Raad van 24 juni 2021 houdende gemeenschappelijke bepalingen inzake het Europees Fonds voor regionale ontwikkeling, het Europees Sociaal Fonds Plus, het Cohesiefonds, het Fonds voor een rechtvaardige transitie en het Europees Fonds voor maritieme zaken, visserij en aquacultuur en de financiële regels voor die fondsen en voor het Fonds voor asiel, migratie en integratie, het Fonds voor interne veiligheid en het Instrument voor financiële steun voor grensbeheer en visumbeleid;

15° Verordening (EU) 2016/679 van 27 april 2016: Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG;

16° Verordening (EU) nr. 1380/2013 van 11 december 2013: Verordening (EU) nr. 1380/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 11 december 2013 inzake het gemeenschappelijk visserijbeleid, tot wijziging van Verordeningen (EG) nr. 1954/2003 en (EG) nr. 1224/2009 van de Raad en tot intrekking van Verordeningen (EG) nr. 2371/2002 en (EG) nr. 639/2004 van de Raad en Besluit 2004/585/EG van de Raad;

17° vestigingseenheid: de vestigingseenheid in de zin van artikel I.2., 16°, van het Wetboek van economisch recht;

18° aquacultuurproductie-eenheid: de productie-eenheid in de zin van artikel D.3, 35°, van het Waalse Landbouwwetboek met betrekking tot de aquacultuuractiviteit;

19° Minister: de Minister die de Landbouw onder zijn bevoegdheid heeft.

HOOFDSTUK 2. — *Gemeenschappelijke voorwaarden voor alle individuele steunmaatregelen**Afdeling 1. — Algemene bepalingen*

Art. 2. Bij dit besluit worden de voorwaarden en modaliteiten bepaald voor de individuele toekenning van diverse soorten steun aan begunstigen die een beroepsactiviteit in aquacultuur of verwerking van visserij- of aquacultuurproducten op het grondgebied van het Waalse Gewest uitoefenen, met uitzondering van steun in verband met de biologische aquacultuurproductie.

De volgende natuurlijke personen of rechtspersonen worden geacht één van de activiteiten bedoeld in het eerste lid uit te oefenen:

1° de groothandelaar in visserij- en aquacultuurproducten, waaronder wordt verstaan de onderneming waarvan de handel in visserij- en aquacultuurproducten geen detailhandel is in de zin van artikel 5 van Verordening (EU) nr. 1379/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 11 december 2013 houdende een gemeenschappelijke ordening der markten in de sector visserijproducten en producten van de aquacultuur, tot wijziging van Verordeningen (EG) nr. 1184/2006 en (EG) nr. 1224/2009 van de Raad en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 104/2000 van de Raad, en waarvoor deze producten binnen ten minste één vestigingseenheid 50 gewichtspercenten of meer uitmaken van de producten die deze eenheid verhandelt, en waarvoor deze activiteit behoort tot de activiteiten die zijn geregistreerd bij de Kruispuntbank van Ondernemingen, overeenkomstig titel 2 van boek III van het Wetboek van economisch recht;

2° de ondernemer die toetreedt tot de aquacultuursector, waaronder wordt verstaan de persoon met een eerste aquacultuurbedrijf, wiens inschrijving bij de Kruispuntbank van Ondernemingen, overeenkomstig Titel 2 van Boek III van het Wetboek van Economisch Recht, heeft plaatsgevonden tijdens de zestig maanden die voorafgaan aan de datum van ontvangst van de steunaanvraag die volgt op de datum van inschrijving van dit eerste bedrijf als startup of overname;

3° een aquacultuurbedrijf, waaronder wordt verstaan een bedrijf dat zich bezighoudt met aquacultuur voor commerciële doeleinden binnen ten minste één aquacultuurproductie-eenheid en waarvan deze activiteit is opgenomen in de registers van de Kruispuntbank van Ondernemingen, overeenkomstig Titel 2 van Boek III van het Wetboek van economisch recht;

4° een onderneming die visserij- en aquacultuurproducten verwerkt, waaronder wordt verstaan een onderneming waarvan de visserij- en aquacultuurproducten binnen ten minste één vestigingseenheid 50

of meer van het gewicht uitmaken van de grondstoffen waaruit deze eenheid verwerkte producten vervaardigt, en waarvoor deze activiteit behoort tot de activiteiten die zijn ingeschreven bij de Kruispuntbank van Ondernemingen, overeenkomstig Titel 2 van Boek III van het Wetboek van economisch recht.

De gewichtspercentages, vermeld in lid 2, 1° en 4°, worden aangetoond aan de hand van bewijsstukken met betrekking tot de laatste twaalf maanden. Wanneer de activiteit betrekking heeft op een vestigingseenheid die werd opgericht tijdens de laatste twaalf maanden, zijn de gewichtspercentages vermeld in lid 2, 1° en 4°, gebaseerd op de schatting van de verantwoordelijke van de betrokken eenheid.

Art. 3. § 1. De steun wordt verleend in de vorm van een kapitaalsubsidie, bestaande uit een gewestelijke en een Europese bijdrage, waarvan het bedrag gelijk is aan het bedrag van de in aanmerking komende uitgaven verenigvuldig met een steunpercentage dat specifiek is voor de steunmaatregel.

In afwijking van het eerste lid heeft de steun voor de opleiding van studenten, bedoeld in afdeling 2 van hoofdstuk 3, de vorm van een forfaitair bedrag wanneer deze wordt uitgekeerd aan personen die een ondersteunde opleiding volgen.

Voor elke steunmaatregel bepaalt de Minister wat volgt :

1° het maximale of forfaitaire bedrag van de totale overheidssteun per begunstigde voor de periode van het Waalse programma voor de commerciële visserijsector;

2° het percentage van de totale overheidssteun dat op de subsidiabele uitgaven wordt toegepast wanneer het niet om forfaitaire steun gaat;

3° de bijdragepercentages van de gewestelijke en Europese steun in de totale overheidssteun.

De Minister kan de volgende elementen bepalen:

1° het minimumbedrag van de in aanmerking komende uitgaven, waaronder een steunaanvraag niet ontvankelijk is;

2° een maximumaantal ontvankelijke aanvragen per begunstigde over de periode van het Waalse programma voor de commerciële visserijsector.

§ 2. De in paragraaf 1 bedoelde bedragen worden begrepen excl. BTW of andere vormen van belastingen.

Afdeling 2 — Gemeenschappelijke bepalingen betreffende de aanvrager en de ontvankelijkheid en de toelaatbaarheid van de steunaanvragen

Art. 4. De steunaanvraag is ontvankelijk als de aanvrager :

1° over een correspondentieadres op het grondgebied van het Waalse Gewest beschikt;

2° zelfstandig en voor eigen rekening één of meerdere vestigingseenheden beheert, die één van de activiteiten bedoeld in artikel 2 uitoefenen, op het grondgebied van het Waalse Gewest;

3° geïdentificeerd is in het GBCS overeenkomstig artikel D.22 van het Waalse Landbouwwetboek, door middel van zijn partnernummer, of zijn steunaanvraag vergezeld doet gaan van de documenten die vereist zijn voor registratie in dit systeem;

4° als in aanmerking komend wordt beschouwd in de zin van artikel 11 van Verordening (EU) nr. 2021/1139 van 7 juli 2021;

5° geen onderneming in moeilijkheden is in de zin van artikel 2, punt 18, van Verordening (EU) nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag met de interne markt verenigbaar worden verklaard.

Het eerste lid, 2°, is niet van toepassing wanneer:

1° de aanvrager een persoon is, die gedomicilieerd is op het grondgebied van het Waalse Gewest en een opleiding wenst te volgen die ondersteund wordt in het kader van afdeling 2 van hoofdstuk 3;

2° de aanvrager een rechtspersoon is, die een opleiding verstrekt die wordt ondersteund in het kader van afdeling 2 van hoofdstuk 3; of;

3° de aanvrager een natuurlijke persoon of rechtspersoon is, die zijn voornemen kenbaar maakt om een nieuw bedrijf op te richten op het grondgebied van het Waalse Gewest en waarbinnen een van de activiteiten bedoeld in artikel 2 wordt uitgeoefend.

In afwijking van lid 1, 2°, komen investeerders en ondernemingen die actief zijn in de verwerking van of groothandel in visserij- en aquacultuurproducten en die geen kmo zijn, niet in aanmerking voor steun bedoeld in afdelingen 4 en 5 van hoofdstuk 3.

Art. 5. De steunaanvraag is ontvankelijk als ze:

1° betrekking heeft op een op het grondgebied van het Waalse Gewest op te richten of gelegen vestigingseenheid waarbinnen een van de beroepsactiviteiten bedoeld in artikel 2 wordt uitgeoefend met inachtneming van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

2° in aanmerking komt voor steun krachtens de artikelen 12 en 13 van Verordening (EU) nr. 2021/1139 van 7 juli 2021;

3° via het formulier dat de administratie voor de betrokken steun ter beschikking stelt, wordt gericht;

4° vergezeld gaat van een bedrijfsplan dat ten minste de eerste vijf jaar van het bedrijf van de aanvrager bestrijkt, indien de aanvrager een ondernemer is die in de aquacultuursector actief is;

5° vergezeld gaat van de documenten die nodig zijn om na te gaan of aan de voorwaarden van deze afdeling is voldaan, en van een door de aanvrager ondertekende verklaring op erewoord waaruit blijkt dat hij voldoet aan de criteria van artikel 11 van Verordening (EU) nr. 2021/1139 van 7 juli 2021 en dat er geen sprake is van fraude als bedoeld in artikel 11, derde lid, van Verordening (EU) nr. 2021/1139 van 7 juli 2021, en waarin de vereiste verbintenissen worden bevestigd;

6° in overeenstemming is met een van de doelstellingen van het Waalse programma voor de commerciële visserijsector en, indien de steun gekoppeld is aan een aquacultuuractiviteit, van het strategisch plan voor aquacultuur in Wallonië 2021-2030;

7° geen enkele vorm van discriminatie inhoudt, noch een belemmering vormt voor het op de markt brengen van een visserij- of aquacultuurproduct of van een concrete actie die voltooid of volledig uitgevoerd was vóór de indiening van de aanvraag.

In afwijking van lid 1, 1° en wanneer de steunaanvraag betrekking heeft op toekomstige investeringen waarvoor een aangifte of vergunning overeenkomstig het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning vereist is, vormt het naleven van dat decreet geen voorwaarde voor de ontvankelijkheid van de aanvraag. De naleving van dat decreet blijft een voorwaarde voor de toekenning van de steun bedoeld in artikel 8, § 2.

Lid 1, 1° en 4°, is niet van toepassing op de steunaanvraag bedoeld in afdeling 2 van hoofdstuk 3.

Afdeling 3. — Gemeenschappelijke bepalingen inzake de subsidiabiliteit van uitgaven

Art. 6. § 1. Om in aanmerking te komen voor steun zoals bedoeld in de afdelingen 1 en 3 tot en met 5 van hoofdstuk 3, moeten de uitgaven van de begunstigde in overeenstemming zijn met :

1° de artikelen 63 tot 67 van Verordening (EU) nr. 2021/1060 van 24 juni 2021;

2° de artikelen 12 en 13 van Verordening (EU) nr. 2021/1139 van 7 juli 2021;

3° de gemeenschappelijke bepalingen bepaald in deze afdeling;

4° de specifieke bepalingen opgenomen in hoofdstuk 3.

De ontvankelijke steunaanvragen worden onderzocht in het kader van de in artikel 8 bedoelde selectie- en toekenningsprocedures. De uitgaven die op grond van het eerste lid als niet-subsidiabel worden beschouwd, worden van deze procedures uitgesloten.

§ 2. Alleen investeringen komen in aanmerking voor de in de afdelingen 3 tot en met 5 van hoofdstuk 3 bedoelde steun.

Om voor steun in aanmerking te komen, moet elke investering worden gerechtvaardigd door het redelijke beroepsmatige gebruik ervan en moet ze worden gedaan en toegerekend aan een landbouwbedrijf op het grondgebied van het Waalse Gewest.

Bij de beoordeling van het redelijke gebruik professioneel gebruik bedoeld in het tweede lid houdt het betaalorgaan rekening met de omvang van het bedrijf, met de technologische evolutie, de economische rendabiliteit van de investering, de relevantie van het verband met de aquacultuur- of verwerkingsactiviteit.

Investerings die verband houden met de renovatie van bestaande onroerende goederen op het bedrijf, komen niet voor steun in aanmerking indien deze onroerende goederen geen deel uitmaken van het bedrijf van de aanvrager, of indien de grond niet aan de aanvrager toebehoort en hij deze minder dan vijf jaar na de datum van de laatste steunbetaling voor de aanvraag waarop deze investeringen betrekking hebben, in gebruik heeft.

§ 3. De Minister stelt de voorwaarden vast die bepalend zijn voor de perioden van subsidiabiliteit van de uitgaven voor de steun, bedoeld in hoofdstuk 3, afdelingen 1 en 3 tot en met 5, met inachtneming van Verordening (EU) nr. 2021/1139 van 7 juli 2021 en Verordening (EU) nr. 2021/1060 van 24 juni 2021. Zij kan andere voorwaarden vaststellen die bepalend zijn voor de subsidiabiliteit van de uitgaven.

Afdeling 4. — Gemeenschappelijke bepalingen betreffende de indiening en de behandeling van steunaanvragen

Art. 7. § 1. De administratie brengt de aanvrager op de hoogte van de volledigheid en de ontvankelijkheid van de steunaanvraag.

Indien de steunaanvraag onvolledig is, brengt de administratie de aanvrager hiervan op de hoogte en vraagt zij hem de aanvraag aan te vullen binnen de dertig kalenderdagen na ontvangst, met vermelding van de ontbrekende gegevens. De termijn van dertig dagen kan op gemotiveerd verzoek van de aanvrager worden verlengd. Na het verstrijken van de termijn wordt de steunaanvraag als onontvankelijk beschouwd.

§ 2. Na ontvangstbevestiging kan de administratie de aanvrager om aanvullende documenten of informatie vragen.

Het in lid 1 bedoelde verzoek om aanvullende documenten of informatie schorst de behandeling van de aanvraag. De steunaanvraag wordt als onontvankelijk beschouwd als de administratie niet binnen de in de aanvraag gestelde termijn alle vereiste documenten en gegevens heeft ontvangen.

Art. 8. § 1. De administratie stelt de aanvrager in kennis van de resultaten van het selectieproces bedoeld in artikel 10, binnen dertig dagen na de voltooiing van dat proces.

§ 2. De administratie stelt de aanvrager in kennis van de gunstige beslissing tot toekenning van de steun van de Minister.

Indien de steun niet forfaitair is, vermeldt de gunstige toekenningsbeslissing :

1° de aard van de in de steunaanvraag vermelde uitgaven die niet voor steun in aanmerking komen en de redenen voor deze afwijzing;

2° het maximumbedrag van de subsidiabele uitgaven;

3° het percentage en het bedrag van de maximale steun die krachtens dit besluit wordt toegekend;

4° de subsidiabiliteitsperiode van de uitgaven van de begunstigde op basis waarvan de steun wordt berekend.

Wanneer de steun forfaitair wordt toegekend, bevestigt de gunstige toekenningsbeslissing het forfaitaire karakter van de steun en de activiteiten en uitgaven die onder het forfait vallen.

De gunstige toekenningsbeslissing vermeldt ook:

1° de in aanmerking komende periode waarin de begunstigde aanspraak kan maken op betaling van de steun verbonden aan de gekozen actie, overeenkomstig artikel 11, § 1;

2° de eventueel in acht te nemen voorwaarden, met inbegrip van de documenten die moeten worden voorgelegd als bewijs dat aan deze voorwaarden is voldaan.

§ 3. De gegevens vermeld in paragraaf 2, tweede lid, 1° en 2°, houden rekening met de voorwaarden voor de subsidiabiliteit van de uitgaven vermeld in paragraaf 3.

Art. 9. De steun wordt toegekend binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten.

Als de fondsen ontoereikend zijn, kan de Minister besluiten dat de steunaanvragen niet meer in aanmerking komen vanaf de datum van zijn besluit.

Afdeling 5. — Selectiecriteria en -proces

Art. 10 - Selectiecriteria bepalen welke aanvragen voor steun in aanmerking komen. De aanvraag voor steun die de vereiste minimumscore haalt of een score die hoger is dan de toepasselijke criteria, wordt in aanmerking genomen in het selectieproces.

De Minister bepaalt de selectiemethode, de vereiste minimumscore en de selectiecriteria die zijn goedgekeurd in het kader van de goedkeuring van het Waalse programma voor de commerciële visserijsector en wint hiertoe het advies in van het monitoringscomité dat is opgericht overeenkomstig de artikelen 38 en 39 van Verordening (EU) nr. 2021/1060 van 24 juni 2021, in het kader van de uitvoering van dit programma.

Afdeling 6. — Gemeenschappelijke voorwaarden m.b.t. de aanvraag tot betaling van de steun

Art. 11. § 1. § 1. De Minister stelt de voorwaarden vast die de termijnen bepalen voor de ontvankelijkheid van de aanvragen tot betaling van de steun die wordt toegekend op grond van dit besluit, met inachtneming van de Verordeningen (EU) nr. 2021/1139 van 7 juli 2021 en nr. 2021/1060 van 24 juni 2021, alsook de termijnen voor de betaling van de steun.

Elk deel van de toegekende steun waarvoor geen ontvankelijke steunaanvraag overeenkomstig lid 1 is ingediend, wordt ingetrokken.

De begunstigde moet de administratie in kennis stellen van elke wijziging of intrekking van een aanvraag waarvoor steun is toegekend. Steun die is toegekend voor een aanvraag die niet is uitgevoerd, komt te vervallen.

§ 2. De begunstigde dient de aanvraag tot betaling van de steun in volgens de door de administratie bepaalde vormvereisten; bedoelde aanvraag gaat vergezeld van de krachtens artikel 8, § 2, vierde lid, 2°, vereiste bewijsstukken.

§ 3. De administratie onderzoekt de aanvraag tot betaling van de steun en gaat na of ze voldoet aan de voorwaarden bepaald in de Verordeningen (EU) nr. 2021/1139 van 7 juli 2021 en nr. 2021/1060 van 24 juni 2021 en dit besluit. Voor de steun bedoeld in de afdelingen 1 en 3 tot en met 5 van hoofdstuk 3 worden de uitgaven die door de begunstigde zijn betaald buiten de periode van subsidiabiliteit van de uitgaven bepaald in artikel 8, § 2, tweede lid, 4°, als niet-subsidiabel beschouwd en uitgesloten van de berekening van de verschuldigde steun. Om na te gaan of de subsidiabiliteitsregels met betrekking tot de datum van de uitgaven zijn nageleefd, baseert de administratie zich op de datum van betaling van de uitgaven door de begunstigde. Deze data komen overeen met de op de rekeningafschriften vermelde valutadatum van de betaling of met de datum van afgifte van het kasticket.

§ 4. De steun wordt betaald op basis van het overeenkomstig artikel 8, § 2, aan de begunstigde meegedeelde gegevens, de overlegging van bewijsstukken en de resultaten van de in artikel 28 bedoelde controles. De administratie vordert de ten onrechte aan de begunstigde betaalde steun terug overeenkomstig de artikelen 34 en 35.

Indien de bewijsstukken ontoereikend of niet overtuigend zijn, worden de betrokken uitgaven niet in aanmerking genomen voor de berekening van de verschuldigde steun.

De Minister kan aanvullende bewijsstukken vaststellen die nodig zijn om de naleving van de geldende regels aan te tonen.

Art. 12. Uitgaven waarvoor steun wordt verleend, mogen niet het voorwerp uitmaken van een andere subsidie.

Art. 13. In toepassing van artikel D.254, § 3, van het Waalse Landbouwwetboek keurt de administratie of haar afgevaardigde de uitgaven met betrekking tot de voorziene steun goed en betaalt ze.

Afdeling 7. — Verplichtingen van de aanvrager

Art. 14. § 1. De aanvrager mag bij het Waalse Gewest geen andere steun aanvragen, in de vorm van een rentesubsidie, een subsidie of een premie van welke aard ook, voor uitgaven of acties waarvoor steun wordt verleend, die zou leiden tot een overschrijding van het bij Europese verordeningen of bij dit besluit vastgestelde steunniveau.

Iedere overschrijding van het niveau van de steun vastgesteld bij dit besluit of krachtens bedoeld besluit of bij bijlage III bij Verordening (EU) nr. 2021/1139 van 7 juli 2021 geeft aanleiding tot verlaging van de steun of tot terugvordering indien de steun reeds is uitgekeerd.

§ 2. De begunstigde :

1° bewaart tot 31 december 2036 de bewijsstukken van de uitgaven waarvoor steun is toegekend;

§ 2. verbindt zich ertoe controles gebonden aan de krachtens dit besluit verleende steun goed te keuren en te vergemakkelijken door de administratie, het Belgische Rekenhof en de bevoegde diensten van de Commissie en het Europese Rekenhof, alsook door elke andere entiteit die op geldige wijze door een van de bovengenoemde actoren is aangewezen;

3° hanteert een afzonderlijk boekhoudsysteem of een passende boekhoudkundige code aan de hand waarvan de verrichtingen met betrekking tot de uitgaven voor ontvangen steun gemakkelijk in zijn boekhouding kunnen worden geïdentificeerd, onverminderd de nationale boekhoudkundige regels;

4° voldoet aan de voorwaarden vermeld in artikel 11 van Verordening (EU) 2021/1139 van 7 juli 2021;

5° verstrekt aan de administratie, op haar verzoek, alle statistieken verstrekt die betrekking hebben op haar productie-, verwerkings- of afzetactiviteit.

De in lid 1, 3° en 5° vermelde verplichtingen zijn niet van toepassing op de begunstigde van steun voor deelname aan de ondersteunde opleiding krachtens hoofdstuk 3, afdeling 2.

§ 3. De begunstigde van de in hoofdstuk 3, afdelingen 3 tot en met 5, bedoelde steun moet voldoen aan de in artikel 65 van Verordening (EU) nr. 2021/1060 van 24 juni 2021 bedoelde regels inzake de duurzaamheid van concrete acties. De in artikel 65, eerste lid, eerste alinea, van Verordening (EU) nr. 2021/1060 van 24 juni 2021 bedoelde termijn wordt niet verkort voor begunstigden die voldoen aan de definitie van een kmo.

§ 4. De Minister kan andere verplichtingen vaststellen dan die bedoeld in de §§ 1 tot en met 3.

§ 5. Een begunstigde die een van de in de §§ 1 tot en met 4 bedoelde verplichtingen niet nakomt, verliest geheel of gedeeltelijk de steun die hem op grond van dit besluit is verleend en moet het reeds ontvangen deel van de betrokken steun terugbetalen.

Afdeling 8. — Verzameling en verwerking van de gegevens met een persoonlijk karakter

Art. 15. § 1. De administratie is verantwoordelijk voor de verwerking van alle gegevens die worden verzameld, zodra ze zijn ontvangen, via steunaanvragen en aanvragen tot betaling van steun in de zin van artikel 4, 7), van Verordening (EU) nr. 2016/679 van 27 april 2016.

De administratie gebruikt de steunaanvraagformulieren bedoeld in artikel 5, eerste lid, 3°, voor het verzamelen en verwerken van de persoonsgegevens die zij nodig heeft voor de uitvoering van de haar toevertrouwde taken. Op voorwaarde dat de noodzaak om de gevraagde gegevens te verkrijgen wordt gerechtvaardigd, verstrekt een andere persoon of administratieve entiteit deze gegevens aan de administratie op haar verzoek.

De administratie en elke administratieve entiteit, elke natuurlijke persoon of rechtspersoon, aan wie de administratie een of meerdere van haar taken heeft gedelegeerd die voortvloeien uit de Verordeningen (EU) nr. 2021/1139 van 7 juli 2021 en nr. 2021/1060 van 24 juni 2021, wisselen op eenvoudig verzoek alle gegevens uit die nodig zijn voor de uitvoering van hun taken.

Een gedelegeerde instantie mag persoonsgegevens uit de administratie uitsluitend doorgeven voor verdere verwerking voor historische, statistische of wetenschappelijke doeleinden overeenkomstig artikel 5, lid 1, onder *b*), van Verordening (EU) nr. 2016/679.

§ 2. De persoonsgegevens bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, die al dan niet geïdentificeerd zijn, mogen verder verwerkt worden door de administratie, of elke administratieve entiteit, elke natuurlijke persoon of rechtspersoon, aan wie de administratie één of meerdere van haar taken die voortvloeien uit de Verordeningen (EU) nr. 2021/1139 van 7 juli 2021 en nr. 2021/1060 van 24 juni 2021 heeft gedelegeerd, voor de volgende doeleinden:

1° de verificatie van de betaling van belastingen die voortvloeien uit de impact van de activiteit van de aanvrager op het milieu;

2° de bekendmaking van de begunstigden van de steun waarop dit besluit van toepassing is;

3° het opstellen van verordeningen met betrekking tot steunbetalingen en het gemeenschappelijk visserijbeleid;

4° de uitvoering van de controles die worden uitgevoerd op grond van dit besluit of van de Verordeningen (EU) nr. 2021/1139 van 7 juli 2021 en nr. 2021/1060 van 24 juni 2021;

5° de bekendmaking van statistieken en de berekening van de indicatoren ten behoeve van de administratie en de Europese Commissie;

6° het aanreiken van instrumenten om het toezicht op de aquacultuurproductie, -verwerking en -groothandel te vergemakkelijken;

7° het toezicht op de naleving van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

8° het beheer van de onbevaarbare waterlopen;

9° elke opdracht inzake begeleiding of toepassing van de normen ten aanzien van het milieubehoud en de strijd tegen de klimaatverandering;

De in lid 1 vermelde doeleinden geven enkel aanleiding tot het gebruik van de voor elk ervan noodzakelijke categorieën van gegevens en enkel voor zover deze verwerking toegelaten is door de wetgeving betreffende de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

De overgemaakte persoonsgegevens mogen niet over een langere periode bewaard worden dan de tijd die nodig is om de nagestreefde doelen te verwezenlijken.

Art. 16. § 1. De administratie delegeert aan het betaalorgaan, zoals gedefinieerd in artikel D.3, paragraaf 1, 25°, van het Waalse Landbouwwetboek, de taken met betrekking tot de betalingen en de boekhouding van de steun die in het kader van dit besluit wordt betaald. Afdeling 1 van hoofdstuk III van titel II van het Waalse Landbouwwetboek bevat de maatregelen die het betaalorgaan heeft genomen om te voldoen aan de verplichtingen die voortvloeien uit Verordening (EU) 2016/679 van 27 april 2016.

§ 2. Steunaanvragers zijn enkel verplicht de gegevens te verstrekken bedoeld in artikel D.22, § 2, 1°, van het Waalse Landbouwwetboek, niettegenstaande de toepassing van verplichtingen die voortvloeien uit activiteiten buiten dit besluit om andere gegevens te verstrekken.

§ 3. Geregistreerde steunaanvragers zijn vrijgesteld van het invullen van de verzamelaanvraag, tenzij deze verplichting voortvloeit uit activiteiten die buiten dit besluit vallen.

HOOFDSTUK 3. — *Individuele steun*

Afdeling 1. — Steun voor wetenschappelijke monitoring en deskundigheid in aquacultuurbedrijven

Art. 17. Steun voor wetenschappelijke monitoring en deskundigheid in aquacultuurbedrijven ondersteunt aquacultuurproducenten die een monitoring door een wetenschappelijke entiteit op het Waalse grondgebied of een onafhankelijke deskundigheid willen genieten om de duurzaamheid van hun bedrijf te verbeteren, met inbegrip van de ontwikkeling van hun productie.

Wetenschappelijke monitoring of onafhankelijke deskundigheid met betrekking tot de diversificatie van de inkomstenbronnen van de aanvrager komt in aanmerking voor steun op voorwaarde dat deze diversificatie verband houdt met de verwerking of afzet van de aquacultuurproductie van de aanvrager.

De steun voor deskundigheid in aquacultuurbedrijven ondersteunt ook investeerders die een onafhankelijke deskundigheid willen genieten om de technische en economische haalbaarheid van een nieuwe aquacultuuractiviteit in Wallonië te bestuderen of om deze activiteit te ondersteunen. Steun voor wetenschappelijke monitoring is beperkt tot het monitoren van een kwekerij die reeds op het Waalse grondgebied gevestigd is.

Art. 18. Onverminderd de in hoofdstuk 2 bepaalde gemeenschappelijke voorwaarden is een steunaanvraag met betrekking tot de monitoring door een wetenschappelijke entiteit ontvankelijk als ze een ondertekende samenwerkingsovereenkomst tussen de aanvrager en een wetenschappelijke entiteit gevestigd op het grondgebied van het Waals Gewest bevat. Wanneer de steunaanvraag betrekking heeft op een onafhankelijke deskundigheid, is zij ontvankelijk indien zij nadere gegevens bevat over het door de expertise nagestreefde doel en over de verwachte uitvoeringsmodaliteiten.

De Minister bepaalt de minimuminhoud van de samenwerkingsovereenkomst bedoeld in lid 1 en de aard van de gegevens betreffende de deskundigheid die in de steunaanvraag moeten worden opgenomen. Hij kan de minimale kwalificaties die van de deskundige worden vereist, de minimale inhoud van de dienstverleningsovereenkomst tussen de aanvrager en de deskundige, de toelaatbare doelstellingen van de wetenschappelijke monitoring of de deskundigheid, en de aard van de minimale elementen die door de wetenschappelijke entiteit of de deskundige moeten worden gerapporteerd met betrekking tot de behaalde resultaten, preciseren.

Art. 19. § 1. Onverminderd de in hoofdstuk 2 bepaalde gemeenschappelijke voorwaarden hebben de uitgaven die in aanmerking komen voor steun voor wetenschappelijke monitoring en deskundigheid in aquacultuurbedrijven betrekking op :

1° hetzij op de werkingskosten van de wetenschappelijke entiteit die door de aanvrager wordt terugbetaald, met inbegrip van de kosten met betrekking tot de stagiairs, voor het uitvoeren van de controletaak die is overeengekomen in de samenwerkingsovereenkomst bedoeld in artikel 18, § 1;

2° hetzij op de deskundigheidsdiensten zoals vooraf schriftelijk overeengekomen tussen de aanvrager en de deskundige, overeenkomstig de tussen beide partijen overeengekomen financiële modaliteiten.

De werkingskosten van de wetenschappelijke entiteit, vermeld in het eerste lid, 1°, stemmen overeen met de eenheidskosten overeenkomstig de artikelen 54, eerste lid, *b*), en 55, § 2 tot 5, van verordening (EU) nr. 2021/1060 van 24 juni 2021, alsook met de door de Minister vastgestelde voorwaarden.

§ 2. Indien de wetenschappelijke monitoring of deskundigheid betrekking heeft op de vestiging of het gebruik van door de aanvrager te bouwen of aan te schaffen apparatuur of investeringen, kunnen deze het voorwerp uitmaken van steun tegen het in afdeling 3 van dit hoofdstuk bepaalde tarief, mits de in die afdeling vastgestelde voorwaarden en procedures worden nageleefd en mits zij in de steunaanvraag zijn voorzien.

Art. 20. In het geval van een deskundigheid met betrekking tot de vestiging van een nieuw landbouwbedrijf is de steunaanvraag ontvankelijk als ze vergezeld gaat van een verbintenis van de aanvrager om in het contract voor de dienstverlening op te nemen dat de dienstverlener:

1° aan hem en aan de administratie alle economische en niet-economische rechten en andere intellectuele of artistieke eigendomsrechten overdraagt die betrekking hebben op de dienst en andere auteursrechten die worden behouden en ontwikkeld in uitvoering van de genoemde diensten.

2° de eigendom van alle rechten op documenten, studies en andere documenten die nodig zijn of voortvloeien uit de levering van diensten, aan hem en aan de administratie overdraagt en dat zij deze vrij van rechten mogen gebruiken.

3° zich ertoe verbindt ervoor te zorgen dat de elementen die in zijn diensten en producten worden gebruikt, vrij zijn van alle rechten of alle nodige rechten te verwerven en, in het laatste geval, dat de kosten van deze verwerving zijn opgenomen in de kosten van de diensten die tussen de aanvrager en de dienstverlener zijn overeengekomen.

De in lid 1 bedoelde rechten en eigendommen die aan de administratie worden toegekend, worden van kracht op de eerste dag van het vierde jaar na de afgifte van het definitieve deskundigenverslag en op voorwaarde dat de aanvrager geen soortgelijke investeringen heeft verricht als die welke het voorwerp uitmaakten van het deskundigenverslag.

Afdeling 2. — Steun voor de opleiding tot viskweker

Art. 21. De steun voor de opleiding tot viskweker ondersteunt:

1° de personen die een opleiding wensen te volgen die meer specifiek tot het beroep van viskweker leidt;

2° de entiteiten die een opleiding opzetten en uitvoeren die specifiek tot het beroep van viskweker leidt.

De in het eerste lid bedoelde steun neemt de vorm aan:

1° een forfaitair bedrag per opleiding gevolgd door de begunstigde bedoeld in lid 1, 1°;

2° een forfaitair bedrag per opleiding verstrekt door de begunstigde bedoeld in het eerste lid, 2°.

Art. 22. Onverminderd de in hoofdstuk 2 bepaalde gemeenschappelijke voorwaarden komt de aanvrager bedoeld in artikel 21, eerste lid, 1^o, in aanmerking voor steun voor de opleiding tot viskweker indien hij :

1^o gedomicilieerd is op het grondgebied van het Waalse Gewest en het bewijs van deze woonplaats levert door middel van een attest opgesteld door de gemeente tijdens de dertig dagen voorafgaand aan de datum van ontvangst van de steunaanvraag;

2^o over de vereiste kwalificaties beschikt om de opleiding te volgen waarvoor de steun wordt aangevraagd;

3^o zich ertoe verbindt de opleiding te volgen tot het einde ervan, behalve in geval van overmacht bedoeld in hoofdstuk 5, bij gebreke waarvan de voor de opleiding ontvangen steun wordt terugbetaald.

Art. 23. De Minister kan bepalen welke opleidingen voor steun in aanmerking komen, met inbegrip van opleidingen die buiten het grondgebied van het Waals Gewest worden gegeven.

De Minister kan de voorwaarden vaststellen van de steun voor de opleiding tot viskweker betaald aan het overeenkomstig artikel 21 in aanmerking komende begunstigden. Hij kan andere voorwaarden vaststellen om in aanmerking te komen voor steun voor opleiding tot viskweker.

Afdeling 3. — Investeringssteun in de aquacultuur

Art. 24. Steun voor investeringen in de aquacultuur ondersteunt investeerders en aquacultuurproducenten bij hun investeringen die tot doel hebben een nieuw aquacultuurbedrijf op het grondgebied van het Waalse Gewest te vestigen of de duurzaamheid van een bestaand bedrijf te verbeteren, met inbegrip van het toevoegen van waarde aan de productie ervan. Naast de in hoofdstuk 2 vastgestelde gemeenschappelijke voorwaarden, is de ontvankelijkheid van een steunaanvraag voor investeringen in aquacultuur afhankelijk van de naleving van de artikelen 26 en 27 van Verordening (EU) nr. 2021/1139 van 7 juli 2021.

Investeringssteun die diversificatie van de inkomstenbronnen van de aanvrager mogelijk maakt, komt in aanmerking voor steun voor investeringen in aquacultuur mits deze diversificatie verband houdt met de aquacultuurproductie van de aanvrager en het potentiële inkomen uit deze diversificatie lager is dan het inkomen dat wordt gegenereerd door de verkoop van de aquacultuurproductie.

Ook de bescherming van aquacultuurbedrijven tegen wilde predatoren komt in aanmerking voor steun voor investeringen in de aquacultuur, indien de bescherming betrekking heeft op ten minste één van de soorten die door de Minister zijn opgenomen in de lijst van beschermde soorten krachtens de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud.

De Minister kan de doelstellingen van de in aanmerking komende investeringen preciseren met inachtneming van artikel 5, eerste lid, 6^o.

Art. 25. In afwijking van artikel 5, eerste lid, 1^o, is een steunaanvraag voor investeringen in aquacultuur onontvankelijk indien :

1^o de aquacultuuractiviteit uitgeoefend op het bedrijf waarop de aanvraag betrekking heeft, aquaponics is;

2^o de investeringen in het kader van deze activiteit in aanmerking komen voor andere steun dan die bedoeld in dit besluit

Afdeling 4. — Investeringssteun voor kmo's die visserij- of aquacultuurproducten verwerken

Art. 26. Investeringssteun voor kmo's die visserij- of aquacultuurproducten verwerken, is bedoeld ter ondersteuning van investeringen door bedrijven die visserij- en aquacultuurproducten verwerken en die bijdragen tot de duurzame ontwikkeling van deze activiteit.

Onverminderd de in hoofdstuk 2 vastgestelde gemeenschappelijke voorwaarden is de ontvankelijkheid van een aanvraag voor investeringssteun voor kmo's die visserij- of aquacultuurproducten verwerken, afhankelijk van de naleving van de artikelen 26 en 28 van Verordening (EU) nr. 2021/1139 van 7 juli 2021.

De Minister kan de doelstellingen van de in aanmerking komende investeringen preciseren met inachtneming van artikel 5, eerste lid, 6^o.

Afdeling 5. — Investeringssteun voor kmo's die actief zijn in de groothandel in visserij- of aquacultuurproducten

Art. 27. Investeringssteun voor kmo's die actief zijn in de groothandel in visserij- of aquacultuurproducten ondersteunt investeringen van groothandelaars in visserij- en aquacultuurproducten die bijdragen tot de duurzame ontwikkeling van deze activiteit.

Onverminderd de in hoofdstuk 2 vastgestelde gemeenschappelijke voorwaarden is de ontvankelijkheid van een aanvraag voor investeringssteun voor kmo's die actief zijn in de groothandel in visserij- of aquacultuurproducten afhankelijk van de naleving van de artikelen 26 en 28 van Verordening (EU) nr. 2021/1139 van 7 juli 2021.

De Minister kan de doelstellingen van de in aanmerking komende investeringen preciseren met inachtneming van artikel 5, eerste lid, 6^o.

HOOFDSTUK 4. — Controles en sancties

Afdeling 1. — Controles

Art. 28. De administratie of elke administratieve entiteit, elke natuurlijke persoon of rechtspersoon, aan wie de administratie een of meerdere van haar taken heeft gedelegeerd die voortvloeien uit de Verordeningen (EU) nr. 2021/1139 van 7 juli 2021 en nr. 2021/1060 van 24 juni 2021, gaat over tot administratieve controles en controles van:

1^o de naleving van de ontvankelijkheids- of subsidiabiliteitsvoorwaarden van de aanvrager, de steunaanvraag en de investeringen, zoals vastgesteld in de Verordeningen (EU) nr. 2021/1139 van 7 juli 2021 en nr. 2021/1060 van 24 juni 2021, en in dit besluit;

2^o de naleving van de subsidiabiliteitsvoorwaarden voor de uitgaven die worden gedeclareerd in het kader van de steunaanvraag wanneer het niet gaat om een forfaitaire betaling, met inbegrip van de bewijsstukken die de naleving van de geldende regels aantonen;

3^o de naleving van de fiscale en sociale wet- en regelgeving.

In het kader van de steun bedoeld in de afdelingen 3 tot 5 van hoofdstuk 3 kan de naleving van de bepalingen van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvvergunning ook gecontroleerd worden voor de vestigingseenheid waarop de steun betrekking heeft. Deze controle wordt uitgevoerd door het Departement Politie en Controles van de administratie in de zin van artikel D.3, 3^o, van het Waalse Landbouwwetboek. De Minister stelt de procedures vast die bepalend zijn voor het uitvoeren van deze controles.

De vaststellingen die worden gedaan tijdens de controles bedoeld in het eerste en tweede lid, worden door de administratie ter kennis gebracht van de begunstigde. De administratie stelt de begunstigde tevens in kennis van elke sanctie die wordt opgelegd ten aanzien van de steun die de begunstigde op grond van dit besluit verschuldigd is. De betaling van de steun waarop dit besluit betrekking heeft, is afhankelijk van een gunstig advies van de in de leden 1 en 2 bedoelde administratieve diensten.

Afdeling 2. — Controle op het behoud van investeringen

Art. 29. In de in artikel 65, § 1, van Verordening (EU) nr. 2021/1060 van 24 juni 2021 bedoelde gevallen vordert de administratie de voor de betrokken investering betaalde steun geheel of gedeeltelijk terug.

Art. 30. De begunstigde van de steun die de bestemming of het gebruik van een gesubsidieerde investering wenst te wijzigen, moet daartoe vooraf een met redenen omklede aanvraag bij de administratie indienen. De administratie onderzoekt de aanvraag in het licht van de toepasselijke regelgeving, dit besluit en de oorspronkelijk met de investering nagestreefde doelstellingen en stellen het begunstigde schriftelijk in kennis van hun besluit.

Als de wijziging van bestemming niet wordt toegestaan, vordert de administratie het geheel of een gedeelte van de voor betrokken investering gestorte steun in.

Art. 31. De begunstigde van de steun verschaft de administratie alle nodige gegevens en stukken zodat ze kan nagaan of de investering bestaat en of betrokken steun correct bestemd wordt.

Als de begunstigde van de steun weigert de nodige informatie te verstrekken of geen bewijsstukken overlegt, betaalt hij de steun terug naar rato van het niet gerechtvaardigde gedeelte.

Afdeling 3. — Sancties

Art. 32. § 1. Overeenkomstig artikel 103 van Verordening (EU) nr. 2021/1060 van 24 juni 2021 leidt de niet-naleving van de bepalingen die krachtens dit besluit of krachtens de toepasselijke Europese verordeningen zijn vastgesteld, tot de niet-betaling van de steun en tot de terugbetaling van het geheel of een deel van de reeds ontvangen steun, afhankelijk van de ernst, het al dan niet opzettelijk begaan van de fout door de begunstigde en de omvang, de duur en de herhaling van de niet-naleving.

§ 2. De Minister stelt een schaal van sancties vast in overeenstemming met de in § 1 genoemde factoren.

In geval van overmacht en uitzonderlijke omstandigheden als bedoeld in hoofdstuk 5 is geen terugbetaling vereist op voorwaarde dat de niet-naleving van de uit hoofde van dit besluit geldende verplichtingen of verbintenissen niet het gevolg is van een opzettelijke fout van de begunstigde.

Art. 33. Alle steun die krachtens dit besluit wordt toegekend, wordt ingetrokken en volledig teruggevorderd indien hij is toegekend aan natuurlijke personen of rechtspersonen die, in strijd met de doelstellingen van dit besluit, op kunstmatige wijze de voorwaarden hebben gecreëerd om voor deze steun in aanmerking te komen.

Afdeling 4. — Invorderingsprocedure

Art. 34. De administratie stelt de begunstigde ervan in kennis dat zij de steun zal terugvorderen alvorens dit daadwerkelijk gebeurt.

Art. 35. De steun wordt ingevorderd overeenkomstig de artikelen D.258 tot D.260 van het Waalse Landbouwwetboek.

HOOFDSTUK 5. — Gevallen van overmacht en uitzonderlijke omstandigheden

Art. 36. De volgende gevallen gelden als gevallen van overmacht :

- 1° het overlijden van de begunstigde;
- 2° de langdurige arbeidsongeschiktheid van de begunstigde;
- 3° een ernstige natuurramp die aanzienlijke gevolgen heeft voor het aquacultuurbedrijf;
- 4° de toevallige vernietiging van de gebouwen van het bedrijf;
- 5° een epizootie of een plantenziekte die de aquacultuurproductie treft met meer dan de helft van het jaarlijkse volume dat gewoonlijk door de getroffen aquacultuurproductie-eenheid wordt geproduceerd of afgezet;
- 6° de onteigening van het volledige bedrijf of een groot deel daarvan, indien deze onteigening op de dag van indiening van de aanvraag niet was te voorzien.

Verliezen van dieren, die de aquacultuurproductie beïnvloeden met meer dan de helft van de gewoonlijk door de betrokken aquacultuurproductie-eenheid geproduceerde jaarlijkse hoeveelheid, en die verband houden met uitzonderlijke ongunstige weers- of milieuomstandigheden, kunnen in aanmerking worden genomen wanneer zij officieel erkend zijn en, wat de milieuomstandigheden betreft, op voorwaarde dat zij toevallig zijn en niet te wijten zijn aan de begunstigde of aan een personeelslid van het bedrijf.

De Minister kan andere gevallen van overmacht aanvaarden die de beroepsactiviteit van de begunstigde aanzienlijk beïnvloeden, op voorwaarde dat de oorzaken van deze vermindering van de beroepsactiviteit niet zijn toe te schrijven aan de begunstigde of aan een personeelslid van het bedrijf.

Art. 37. Wanneer het geval van overmacht of de buitengewone omstandigheid het overlijden van de begunstigde van de steun of langdurige arbeidsongeschiktheid van de begunstigde van de steun betreft, is artikel 36 alleen van toepassing om de verworven steun te behouden. Het is niet van toepassing om in aanmerking te komen voor een nieuwe steunverlening door een derde aan de begunstigde die niet voldoet aan de subsidiabiliteitscriteria.

Gevallen van overmacht of uitzonderlijke omstandigheden moeten schriftelijk aan de administratie worden gemeld en de relevante bewijzen moeten worden geleverd binnen vijftien werkdagen vanaf de dag waarop de begunstigde, of de rechthebbende van de begunstigde, in staat is dit te doen.

HOOFDSTUK 6. — Slotbepalingen

Art. 38. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2021 en houdt op van kracht te zijn op 1 januari 2030.

In afwijking van het eerste lid blijft dit besluit van toepassing op dossiers die vóór 1 januari 2030 een gunstige toekenningsbeslissing hebben verkregen overeenkomstig artikel 8, § 2.

Art. 39. De Minister bevoegd voor Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 20 juli 2023.

Voor de Regering:

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/46666]

31 AOUT 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 21 juin 1985 relative aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments ainsi que les accessoires de sécurité, l'article 1^{er}, modifié en dernier lieu par la loi du 31 juillet 2020 et l'article 2, § 1^{er}, remplacé par la loi du 18 juillet 1990 ;

Vu l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité ;

Vu le rapport du 11 avril 2023 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de la Commission consultative wallonne administration-industrie, donné le 18 avril 2023 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 16 juin 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de la Ministre de la Sécurité routière ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement la directive 96/53/CE du Conseil du 25 juillet 1996 fixant, pour certains véhicules routiers circulant dans la Communauté, les dimensions maximales autorisées en trafic national et international et les poids maximaux autorisés en trafic international, modifiée par le Règlement (UE) 2019/1242 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 établissant des normes de performance en matière d'émissions de CO₂ pour les véhicules utilitaires lourds neufs et modifiant les règlements (CE) n° 595/2009 et (UE) 2018/956 du Parlement européen et du Conseil et la directive 96/53/CE du Conseil.

Art. 2. A l'article 1^{er}, § 2, de l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mai 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans le 5., les mots " Direction générale opérationnelle Mobilité et Voies hydrauliques " sont remplacés par les mots " Mobilité et Infrastructures " ;

2^o dans le 6., les mots " Direction générale opérationnelle Mobilité et Voies hydrauliques " sont remplacés par les mots " Mobilité et Infrastructures " ;

3^o la paragraphe 2 est complété par les 131 et 132 rédigés comme suit :

" 131. " le véhicule à émission nulle " : un véhicule sans moteur à combustion interne ou équipé d'un moteur à combustion interne dont les émissions de CO₂ sont inférieures à 1 g/kWh, telles que déterminées conformément au règlement (CE) n° 595/2009 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2009 relatif à la réception des véhicules à moteur et des moteurs au regard des émissions des véhicules utilitaires lourds (Euro VI) et à l'accès aux informations sur la réparation et l'entretien des véhicules, et modifiant le Règlement (CE) n° 715/2007 et la directive 2007/46/CE, et abrogeant les directives 80/1269/CEE, 2005/55/CE et 2005/78/CE, et à ses mesures d'exécution, ou inférieures à 1 g/km, telles que déterminées conformément au règlement (CE) n° 715/2007 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2007 relatif à la réception des véhicules à moteur au regard des émissions des véhicules particuliers et utilitaires légers (Euro 5 et Euro 6) et aux informations sur la réparation et l'entretien des véhicules, et à ses mesures d'exécution ;

132. " l'opération de transport intermodal " :

a) les opérations de transports combinés tel que visé à l'article 1^{er} de la Directive 92/106/CEE du Conseil du 7 décembre 1992 relative à l'établissement de règles communes pour certains transports combinés de marchandises entre Etats membres, effectuant un transport d'un ou de plusieurs conteneurs ou de caisses mobiles jusqu'à une longueur totale maximale de 45 pieds ;

b) les opérations de transport par voie d'eau effectuant un transport d'un ou de plusieurs conteneurs ou de caisses mobiles jusqu'à une longueur totale maximale de 45 pieds, pour autant que le trajet routier initial ou terminal ne dépasse pas 150 kilomètres sur le territoire de l'Union. La distance de 150 kilomètres visée ci-dessus peut être dépassée en vue d'atteindre le terminal de transport approprié le plus proche.

Pour les opérations de transport intermodal, le terminal de transport approprié le plus proche qui fournit le service peut être situé dans un Etat membre autre que celui dans lequel la cargaison a été chargée ou déchargée. ».

Art. 3. Dans l'article 23sexies, § 3, du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mai 2018, les mots " à la Direction générale opérationnelle Mobilité et Voies hydrauliques du Service public de Wallonie " sont remplacés par les mots " au Service public de Wallonie Mobilité et Infrastructures ".